



**ARCHITECTURE DES AIDES AUX FAMILLES :
QUELLES EVOLUTIONS POUR LES 15 PROCHAINES
ANNEES ?**

**ANNEXE 1
SIMULATIONS REALISEES PAR LA
CNAF**

Ce document de travail technique a été produit à la demande du HCF ; les idées avancées n'engagent pas la Cnaf et ne constituent en rien des pistes de réflexion de son conseil d'administration.

**I - CHIFFRAGE DE DEUX MESURES AFFECTANT LES ALLOCATIONS FAMILIALES :
PROLONGEMENT DU VERSEMENT DES ALLOCATIONS FAMILIALES POUR LE
BENJAMIN D'UNE FAMILLE DONT L'AÎNÉ A EU 20 ANS ET MAINTIEN DU
VERSEMENT DE LA MAJORATION POUR AGE POUR L'AÎNÉ D'UNE FAMILLE DE
DEUX ENFANTS**

On présente ici le chiffrage de deux mesures d'aménagement des AF qui iraient dans le sens d'une plus grande individualisation des AF, tout en contribuant à réduire les taux de pauvreté des familles avec adolescents.

1- Prolongement du versement des allocations familiales pour le benjamin d'une famille dont l'aîné a eu 20 ans (et n'est donc plus à charge au sens des allocations familiales)

On estime ici le coût engendré par le prolongement du versement des allocations familiales aux familles de deux enfants dont l'aîné a atteint l'âge de 20 ans. Le taux de pauvreté selon l'âge des enfants étant nettement plus élevé pour les 15-17 ans, cette mesure aurait pour effet de mieux aider les familles quand les cadets de la fratrie sont adolescents.

Le choix de ne pas servir d'allocation familiale pour le 1er enfant, avant la naissance du second (événement qui se produit dans 90% des cas), relève d'une problématique différente compte tenu du niveau d'aide d'ores et déjà apporté aux familles pendant la période de la petite enfance (cf. prestation d'accueil du jeune enfant).

La montée en charge de cette mesure serait progressive. En effet, la distribution par âge du benjamin des familles de deux enfants dont l'aîné a atteint 19 ans fin décembre 2008 s'étale de 0 à 18 ans. L'année suivant la mise en place de la mesure, cette cohorte de familles bénéficierait des AF au titre du benjamin. Parallèlement une nouvelle génération d'aînés de 2 enfants apparaît. La deuxième année suivant la mesure, la première cohorte de familles continuerait à percevoir les AF (si le benjamin a toujours moins de 20 ans) et la deuxième cohorte de familles percevrait également les AF au titre du benjamin pour la première année. Le raisonnement se poursuit ainsi chaque année jusqu'à ce que toutes les familles entrées dans le dispositif la première année de la mesure aient vu leur benjamin atteindre 20 ans. La montée en charge serait donc de 19 ans.

A partir des données au 31 décembre 2008 (France métropolitaine), on estime à **880 000** environ le nombre de familles concernées en fin de montée en charge de la mesure (tableau 1). Cette mesure représenterait au terme de la montée en charge un coût de **635 M €** en octroyant uniquement le socle AF individualisé (soit 60,16 €) et de **1,170 Mds €** si l'on ajoute la majoration pour âge¹.

¹ On utilise dans ce chiffrage la majoration unique pour tout enfant ayant plus de 14 ans (60,16 €)

Tableau 1 : Montée en charge de la mesure

| Année | Nombre de familles (en milliers) | Coût AF (M€ csts) | Coût majorations (M€ csts) | Coût total (M€ csts) |
|-------------|----------------------------------|-------------------|----------------------------|----------------------|
| 2009 | 183,4 | 132,4 | 103,9 | 236,3 |
| 2010 | 358,3 | 258,7 | 209,8 | 468,4 |
| 2011 | 504,4 | 364,2 | 300,3 | 664,4 |
| 2012 | 610,5 | 440,7 | 365,9 | 806,6 |
| 2013 | 686,5 | 495,6 | 412,9 | 908,4 |
| 2014 | 741,5 | 535,3 | 447,0 | 982,3 |
| 2015 | 791,0 | 571,0 | 471,5 | 1 042,5 |
| 2016 | 809,3 | 584,2 | 489,1 | 1 073,4 |
| 2017 | 830,0 | 599,2 | 502,1 | 1 101,3 |
| 2018 | 845,1 | 610,1 | 511,7 | 1 121,8 |
| 2019 | 856,1 | 618,0 | 518,8 | 1 136,8 |
| 2020 | 863,9 | 623,7 | 523,9 | 1 147,6 |
| 2021 | 869,4 | 627,6 | 527,7 | 1 155,3 |
| 2022 | 873,3 | 630,4 | 530,5 | 1 160,9 |
| 2023 | 876,0 | 632,4 | 532,4 | 1 164,8 |
| 2024 | 877,9 | 633,7 | 533,8 | 1 167,5 |
| 2025 | 879,0 | 634,6 | 534,7 | 1 169,3 |
| 2026 | 879,7 | 635,1 | 535,1 | 1 170,2 |
| 2027 | 880,0 | 635,3 | 535,3 | 1 170,6 |

Source : Fileas 2008 – calculs DSER

2- Maintien du versement de la majoration pour âge pour l'aîné d'une famille de deux enfants

Actuellement, dans le cas des familles de deux enfants qui restent à charge, la majoration pour âge n'est pas due pour l'aîné. Cette particularité du barème serait à questionner s'il était décidé de poursuivre le versement des AF pour le dernier enfant à charge. On explore donc ici un aménagement du barème des AF consistant à maintenir la majoration pour âge pour l'aîné d'une famille de deux enfants. A partir des données au 31 décembre 2008 (France métropolitaine), on dénombre un peu moins de **3 millions** de familles de deux enfants ouvrant droit aux AF. Parmi elles, un peu plus d'**1 million** a pour aîné un enfant de plus de 14 ans et ouvrirait donc droit à la majoration pour cet enfant si la législation s'appliquait à l'aîné des familles de deux enfants. Le coût estimé du versement de la majoration pour âge à l'aîné de ces familles s'élève à **793 M€** environ (coût instantané).

II - CREATION D'UNE ALLOCATION FORFAITAIRE POUR LES FAMILLES AYANT BENEFICIE DES AF POUR AU MOINS 2 ENFANTS

On évalue la création d'une allocation forfaitaire pour les familles ayant bénéficié des AF pour 2 enfants lorsque l'aîné atteint 20 ans et jusqu'au mois précédant le 21ème anniversaire de l'enfant. Cette allocation forfaitaire existe déjà mais uniquement pour les familles d'au moins 3 enfants. En décembre 2009, elle concernait 104 200 familles relevant du régime général (dont 98 600 en métropole) qui selon le cas percevaient encore ou non les Allocations familiales (source FILEAS). La masse financière consacrée au forfait en 2009 était de 97 millions sur le même champ.

L'évaluation s'effectue à l'aide du modèle de microsimulation Myriade représentatif des ménages ordinaires de France métropolitaine à partir des données de l'Enquête revenus fiscaux et sociaux (ERFS) de 2007. La législation appliquée est celle de 2010 après une actualisation des revenus entre 2007 et 2010 à structure de population inchangée.

A l'heure actuelle en métropole, les AF sont attribuées aux familles à partir de 2 enfants sans conditions de ressources. Les montants s'élèvent en 2010 à 123,92 € mensuel pour 2 enfants, 282,70 € mensuel pour 3 enfants et 158,78 € mensuel par enfant supplémentaire au-delà du troisième. Les AF sont majorées de 61,96 € à partir du mois suivant le 14ème anniversaire de l'enfant², sauf pour l'aîné des familles ayant deux enfants à charge.

Parallèlement, comme nous l'avons indiqué, il existe une allocation forfaitaire pour les familles ayant bénéficié des AF pour au moins 3 enfants lorsque l'un des enfants atteint 20 ans. Cette allocation forfaitaire s'élève à 78,36 € mensuel jusqu'au mois précédant le 21ème anniversaire de l'enfant. Ainsi, en 2010 Myriade estime que 4,71 millions de familles bénéficient d'AF pour une masse totale y compris forfait AF de 11,92 milliards d'euros.

La création d'une allocation forfaitaire pour les familles ayant bénéficié des AF pour 2 enfants lorsque l'aîné atteint 20 ans jusqu'au mois précédant le 21ème anniversaire de l'enfant **concernerait environ 173 000 familles et 177 000 enfants** (cas des naissances gémellaires bénéficiant de plusieurs forfaits). Si cette nouvelle allocation forfaitaire s'élève à **50 % des AF pour 2 enfants, soit 61,96 €, le coût est estimé à 132 millions d'euros**. En revanche, si l'allocation forfaitaire s'aligne sur celui des familles comportant au moins 3 enfants à charge (78,36 €), le coût est évalué à 167 millions d'euros.

² Cette majoration unique est due pour les enfants nés après le 30 avril 1997 mais nos évaluations l'appliquent à tous les enfants.

III - VARIANTES SUR L'ÂGE LIMITE POUR ÊTRE ENFANT À CHARGE AU SENS DES PRESTATIONS FAMILIALES ET DES PRESTATIONS LOGEMENT

La législation des prestations familiales (PF) et prestations logements (PL) accordent aux familles des avantages financiers en raison de la charge d'enfants. En général, les barèmes et plafonds de ressources des PF et PL sont modulés selon le nombre d'enfants à charge. La limite d'âge maximum pour être considéré comme enfant à charge pour les PF et PL a donc un effet déterminant sur le nombre des bénéficiaires et la masse financière de chaque prestation.

Après un rappel sur la notion d'enfant à charge et les limites d'âge prévalant dans la législation 2010, cette note propose, à la demande du Haut Conseil à la Famille, deux variantes unifiant l'âge limite pour être enfant à charge au sens des PF et des PL évaluées à l'aide du modèle de microsimulation Myriade. La première variante consiste à baisser à 18 ans cet âge limite et la seconde consiste à l'augmenter à 22 ans. Dans ces deux variantes, il n'y a plus d'allocation forfaitaire pour les Allocations familiales (AF).

Au total, si l'âge limite passait à 18 ans, cela induirait une économie de 2,7 milliards d'euros et ferait environ 1 million de ménages perdants. Un passage à 22 ans engendrerait à l'inverse un surcoût d'environ 1,5 milliards pour environ 800 000 ménages gagnants.

1- Quand un enfant est-il à charge ?

Le versement des prestations familiales (PF) et celui des prestations logement (PL) reposent sur deux notions d'enfant à charge distinctes.

La notion d'enfant à charge pour les prestations familiales

Pour qu'un enfant âgé de moins de 20 ans soit considéré comme à charge pour les prestations familiales, il faut que les parents assurent la charge effective et permanente de ses frais d'entretien (logement, nourriture, habillement, éducation) et la responsabilité éducative et affective de l'enfant. Il n'est pas exigé l'existence d'un lien juridique de parenté ou d'alliance entre la personne qui assume la charge d'un enfant et celui-ci. Il peut donc s'agir d'enfant légitime, naturel, reconnu ou non, des frères ou des soeurs, des neveux ou des nièces, des pupilles, des enfants adoptés ou recueillis ou parrainés etc.

La condition de charge n'est plus remplie lorsque l'enfant a lui-même la qualité d'allocataire à compter de l'ouverture du droit à une prestation familiale ou d'une prestation logement (PL) ou à l'Allocation Adulte Handicapé (AAH). Pour les enfants âgés de 16 à 20 ans, il existe en outre une condition de rémunération mensuelle du jeune qui ne doit pas excéder 55% du Smic. Les enfants âgés de 20 à 21 ans respectant les conditions ci-dessus sont comptés comme enfant à charge pour le complément familial (CF). Ils peuvent également ouvrir droit à une allocation forfaitaire d'Allocation Familiale (AF) lorsqu'ils sont l'aîné d'une famille de trois enfants.

La notion d'enfant à charge pour les prestations logements

Le montant et le plafond des prestations logements varient en fonction du nombre d'enfants à charge. Les enfants âgés de moins de 21 ans (dont la rémunération est à 55 % du SMIC) ans sont considérés comme étant à charge au sens des prestations logement, même s'ils ne résident pas en permanence au foyer de leurs parents.

2- Variantes d'uniformisation et de changement de l'âge limite

Deux chiffrages sont proposés. Le premier consiste à uniformiser l'âge limite pour être enfant à charge au sens de l'ensemble des prestations familiales et logement en retenant une borne supérieure d'un an au majorant des âges limites actuellement en vigueur, soit 22 ans. Le second procède à cette même uniformisation en retenant une borne égale au minorant des âges limites pour être enfant à charge actuellement en vigueur (cas de l'Allocation de rentrée scolaire), soit 18 ans.

Impact sur les masses de prestation et les effectifs de bénéficiaires du passage à 22 ans de l'âge limite

Le tableau 2 montre que l'augmentation à 22 ans de l'âge des PF et PL entraîne une augmentation des bénéficiaires du CF, des AF, de l'ARS et de l'ASF allant de 4 % à 18 %. La progression du nombre de foyers ouvrant un droit à l'AVPF est plus modeste (1,6%). Pour les AF, l'ARS et l'ASF, l'augmentation est plus marquée en termes de masse financière car les familles percevant déjà des prestations peuvent bénéficier de montants plus élevés en raison de l'accroissement du nombre d'enfants à charge (tableau 3). Ce n'est pas le cas pour le CF dont le montant est indépendant du nombre d'enfants à charge dès lors qu'un droit est ouvert pour la famille. Les PL augmentent de 0,6% en masse et 0,3% en effectif pour les mêmes raisons de modulation du montant versé selon la taille de la famille.

L'augmentation des PF et des PL élève le montant des ressources prises en compte pour le calcul du revenu de Solidarité active (rSa), ce qui réduit mécaniquement le rSa versé aux familles. Ainsi, la hausse des PF et PL diminuerait la masse financière du rSa socle et socle majoré de près de 2% et celle du rSa activité de presque 5%.

Au total, le passage à 22 ans de l'âge limite pour être enfant à charge engendrerait un surcoût d'environ 1,5 milliards d'euros.

Le changement de l'âge limite pour être enfant à charge pouvant affecter le nombre et la composition des familles « au sens des prestations familiales » au sein d'un ménage, les gagnants et perdants sont évalués au niveau du ménage et non de la famille. Les ménages gagnant au passage à 22 ans de l'âge limite seraient environ 815 000, et se situeraient majoritairement dans le premier quartile (48%). Ces ménages peuvent être gagnants soit parce qu'ils accèdent à de nouvelles prestations, soit parce que les montants de ces prestations déjà perçues augmentent. Ainsi, alors que 314 000 nouvelles familles accèdent aux allocations familiales, 500 000 ménages (pour l'essentiel constitués d'une seule famille)

gagnent au passage à 22 ans de l'âge limite pour être enfant à charge. L'écart entre le nombre de nouveaux bénéficiaires et le nombre de gagnants est encore plus marqué pour l'ARS, car les familles pouvaient déjà en bénéficier pour des enfants plus jeunes. En revanche, pour le complément familial et l'AVPF dont les montants sont indépendants du nombre d'enfants à charge dès lors que le droit est ouvert, les ménages gagnants correspondent uniquement aux nouveaux bénéficiaires. Pour plus de détails sur la répartition par prestation des ménages perdants et gagnants par quartiles de niveau de vie et par configuration familiale on peut se reporter aux tableaux 5 et 7.

Impact sur les masses de prestation et les effectifs de bénéficiaires du passage à 18 ans de l'âge limite

La baisse de l'âge limite à 18 ans se traduirait par une diminution de la masse PF de presque 16 % pour les AF et de 22,4 % pour le CF. Les PL sont réduites de 3,1% et il y a une baisse de presque 2% des bénéficiaires. Mécaniquement, cette baisse des PF et PL entraîne une hausse du rSa activité de 12% et d'environ 3% du rSa socle et majoré. Au total, la baisse de l'âge limite à 18 ans pour être enfant à charge engendrerait une économie des finances publiques d'environ 2,7 milliards d'euros.

Le tableau 4 montre que les ménages perdants au passage à 18 ans de l'âge limite seraient environ 1 million et se situeraient principalement (47%) dans le premier quartile de niveau de vie. Cette concentration a deux raisons principales : les familles avec enfants se situent plus fréquemment dans ce quartile et plusieurs prestations concernées par le changement d'âge limite ont sont destinées aux plus modestes (CF, ARS et PL). Là encore, les ménages perdants peuvent correspondre à des familles qui perdent une prestation ou à d'autres qui en perçoivent des montants moindres. De façon symétrique à la variante précédente, l'écart entre le nombre de familles qui perdent la prestation et le nombre de ménages perdants est particulièrement marqué pour l'ARS mais inexistant pour le CF et l'AVPF. Les tableaux suivants décrivent de façon plus détaillée les ménages perdants en fonction des quartiles de niveau de vie et de la taille initiale de la famille au sens des prestations familiales.

Tableau 2 : Nombre de familles bénéficiaires des prestations selon l'âge limite pour être considéré comme enfant à charge pour les PF et PL en milliers.

| | 2010 Situation de référence | Limite EAC PF et PL 22 ans | Variation par rapport à la référence | | Limite EAC PF et PL 18 ans | Variation par rapport à la référence | |
|------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------------|-------|-------------------------------------|--------------------------------------------|--------|
| AEEH | 147 | 147 | 0 | 0,0% | 135 | -11 | -7,7% |
| AF | 4 706 | 5 020 | 314 | 6,7% | 4 250 | -457 | -9,7% |
| ARS | 2 670 | 2 875 | 206 | 7,7% | 2 500 | -169 | -6,3% |
| ASF | 626 | 731 | 105 | 16,7% | 578 | -48 | -7,7% |
| CF | 768 | 801 | 33 | 4,3% | 596 | -172 | -22,4% |
| CMG | 811 | 811 | 0 | 0,0% | 811 | 0 | 0,0% |
| AVPF | 1 419 | 1 443 | 23 | 1,6% | 1 312 | -107 | -7,5% |
| PL | 5 246 | 5 262 | 16 | 0,3% | 5 152 | -95 | -1,8% |
| RSA activité trimestriel | 2 204 | 2 160 | -44 | -2,0% | 2 316 | 111 | 5,0% |
| RSA socle trimestriel | 1 572 | 1 563 | -9 | -0,6% | 1 587 | 15 | 0,9% |
| RSA socle majoré trimestriel | 157 | 156 | 0 | -0,3% | 157 | 0 | 0,3% |
| PPE après imputation du rsa | 7 642 | 7 660 | 18 | 0,2% | 7 603 | -39 | -0,5% |

Source : CNAF, Modèle de microsimulation MYRIADE, France métropolitaine, ERFS 2007, législation 2010.

Tableau 3 : Masse financière des prestations selon l'âge limite pour être considéré comme enfant à charge pour les PF et PL en millions d'euros.

| | 2010 Situation de référence | Limite EAC PF et PL 22 ans | Variation par rapport à la référence | | Limite EAC PF et PL 18 ans | Variation par rapport à la référence | |
|------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------------|-------------|-------------------------------------|--------------------------------------------|--------------|
| AEEH | 222 | 222 | 0 | 0,0% | 205 | -17 | -7,6% |
| AF | 11 917 | 13 094 | 1 177 | 9,9% | 10 048 | -1 869 | -15,7% |
| ARS | 1 330 | 1 475 | 145 | 10,9% | 1 218 | -112 | -8,4% |
| ASF | 997 | 1 135 | 139 | 13,9% | 904 | -93 | -9,3% |
| CF | 1 467 | 1 530 | 63 | 4,3% | 1 139 | -328 | -22,4% |
| CMG | 2 094 | 2 094 | 0 | 0,0% | 2 093 | -1 | -0,1% |
| AVPF | 4 100 | 4 169 | 70 | 1,7% | 3 782 | -318 | -7,8% |
| PL | 12 240 | 12 312 | 72 | 0,6% | 11 859 | -381 | -3,1% |
| RSA activité trimestriel | 2 883 | 2 748 | -135 | -4,7% | 3 235 | 352 | 12,2% |
| RSA socle trimestriel | 5 057 | 4 977 | -80 | -1,6% | 5 178 | 120 | 2,4% |
| RSA socle majoré trimestriel | 693 | 687 | -6 | -0,9% | 718 | 24 | 3,5% |
| PPE après imputation du rsa | 3 429 | 3 436 | 7 | 0,2% | 3 415 | -14 | -0,4% |
| Total | 51 331 | 52 803 | 1 472 | 2,9% | 48 650 | -2 681 | -5,2% |

Source : CNAF, Modèle de microsimulation MYRIADE, France métropolitaine, ERFS 2007, législation 2010.

Tableau 4 : Ménages perdants et gagnants par quartiles de niveau de vie

| | Ménages gagnant au passage à 22 ans | Ménages perdant au passage à 18 ans |
|------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------|
| Premier quartile | 48% | 47% |
| Deuxième quartile | 27% | 26% |
| Troisième quartile | 14% | 16% |
| Quatrième quartile | 12% | 12% |
| Ensemble (en %) | 100% | 100% |
| Ensemble (en milliers) | 815 | 1 001 |

Source : CNAF, Modèle de microsimulation MYRIADE, France métropolitaine, ERFS 2007, législation 2010.

Tableau 5 : Ménages perdants et gagnants prestation par prestation en fonction du quartile de niveau de vie pour le passage à 22 ans de l'âge limite pour être enfant à charge

| | Q1 | Q2 | Q3 | Q4 | Ensemble | |
|------------------------------|------|-----|-----|-----|----------|-------------|
| | | | | | En % | en milliers |
| Ménages gagnants | | | | | | |
| AEEH | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0 |
| AF | 38% | 25% | 18% | 18% | 100% | 500 |
| ARS | 71% | 26% | 3% | 0% | 100% | 419 |
| ASF | 43% | 33% | 16% | 7% | 100% | 129 |
| CF | 68% | 30% | 2% | 0% | 100% | 33 |
| CMG | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0 |
| AVPF | 78% | 19% | 3% | 0% | 100% | 23 |
| PL | 84% | 14% | 1% | 0% | 100% | 70 |
| PPE après imputation du rsa | 87% | 13% | 0% | 0% | 100% | 50 |
| Ménages perdants | | | | | | |
| RSA activité trimestriel | 86% | 14% | 0% | 1% | 100% | 108 |
| RSA socle trimestriel | 81% | 17% | 1% | 1% | 100% | 67 |
| RSA socle majoré trimestriel | 100% | 0% | 0% | 0% | 100% | 4 |

Source : CNAF, Modèle de microsimulation MYRIADE, France métropolitaine, ERFS 2007, législation 2010.

Tableau 6 : Ménages perdants et gagnants prestation par prestation en fonction du quartile de niveau de vie pour le passage à 18 ans de l'âge limite pour être enfant à charge

| | Q1 | Q2 | Q3 | Q4 | Ensemble | |
|------------------------------|-----|-----|-----|-----|----------|-------------|
| | | | | | en % | en milliers |
| Ménages perdants | | | | | | |
| AEEH | 51% | 34% | 13% | 2% | 100% | 11 |
| AF | 40% | 26% | 18% | 15% | 100% | 781 |
| ARS | 68% | 29% | 3% | 0% | 100% | 315 |
| ASF | 49% | 32% | 16% | 3% | 100% | 84 |
| CF | 57% | 34% | 9% | 0% | 100% | 172 |
| CMG | 25% | 75% | 0% | 0% | 100% | 2 |
| AVPF | 77% | 21% | 2% | 0% | 100% | 107 |
| PL | 86% | 13% | 0% | 0% | 100% | 331 |
| PPE après imputation du rsa | 79% | 21% | 0% | 0% | 100% | 104 |
| Ménages gagnants | | | | | | |
| RSA activité trimestriel | 83% | 17% | 0% | 0% | 100% | 242 |
| RSA socle trimestriel | 94% | 5% | 1% | 0% | 100% | 68 |
| RSA socle majoré trimestriel | 96% | 2% | 2% | 0% | 100% | 11 |

Source : CNAF, Modèle de microsimulation MYRIADE, France métropolitaine, ERFS 2007, législation 2010.

Tableau 7 : Ménages perdants et gagnants selon la configuration familiale

| | Ménages perdant au passage à 18 ans | Ménages gagnant au passage à 22 ans |
|-----------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Isolé avec un enfant | 13% | 17% |
| Isolé avec deux enfants | 12% | 9% |
| Isolé avec trois enfants ou plus | 7% | 4% |
| Couple avec un enfant | 6% | 18% |
| Couple avec deux enfants | 33% | 26% |
| Couple avec trois enfants ou plus | 30% | 18% |
| ménage sans enfant au sens des PF | 0% | 8% |
| Ensemble (en %) | 100% | 100% |
| Ensemble (en milliers) | 1 001 | 815 |

Source : CNAF, Modèle de microsimulation MYRIADE, France métropolitaine, ERFS 2007, législation 2010.

Tableau 8 : Nombre de familles au sens des PF selon l'âge limite pour être considéré comme enfant à charge (en milliers).

| | Référence 21 ans | 22 ans | Variation par rapport à la référence | | 18 ans | Variation par rapport à la référence | |
|----------------------------------------------|------------------|--------|--------------------------------------|------|--------|--------------------------------------|--------|
| familles de 1 enfant au sens des PF | 3 826 | 3 859 | 33 | 0,9% | 3 618 | -207 | -5,4% |
| familles de 2 enfants au sens des PF | 3 388 | 3 468 | 80 | 2,4% | 3 016 | -372 | -11,0% |
| familles de 3 enfants au sens des PF | 1 143 | 1 187 | 44 | 3,9% | 982 | -161 | -14,1% |
| familles de 4 enfants au sens des PF | 253 | 265 | 12 | 4,5% | 194 | -60 | -23,5% |
| familles de 5 enfants et plus au sens des PF | 95 | 101 | 5 | 5,5% | 58 | -37 | -39,0% |

Source : CNAF, Modèle de microsimulation MYRIADE, France métropolitaine, ERFS 2007, législation 2010.

IV - EXPLORATION DE SCENARIOS DE REFORMES DES AF : CREATION D'ALLOCATIONS FAMILIALES POUR LES FAMILLES AVEC UN ENFANT ET MESURES DE FINANCEMENT

On présente plusieurs scénarios visant à instaurer des Allocations familiales (AF) au rang 1, c'est-à-dire aux familles avec un seul enfant à charge, et des scénarios permettant de financer ces mesures (mise sous condition de ressources des AF sous le plafond de l'allocation de base (AB) ou du complément familial (CF), fiscalisation des AF, uniformisation du barème quel que soit le rang de l'enfant).

Les différents scénarios sont évalués à l'aide du modèle de microsimulation Myriade représentatif des ménages ordinaires de France métropolitaine à partir des données de l'Enquête revenus fiscaux et sociaux (ERFS) de 2007. La législation appliquée est celle de 2010 après une actualisation des revenus entre 2007 et 2010 à structure de population inchangée.

A l'heure actuelle en métropole, les AF sont attribuées aux familles à partir de 2 enfants sans conditions de ressources. Les montants s'élèvent en 2010 à 123,92 € mensuel pour 2 enfants, 282,70 € mensuel pour 3 enfants et 158,78 € mensuel par enfant supplémentaire au-delà du troisième. Les AF sont majorées de 61,96 € à partir du mois suivant le 14ème anniversaire de l'enfant³, sauf pour l'aîné des familles ayant deux enfants à charge. Parallèlement, il existe une allocation forfaitaire pour les familles ayant bénéficié des AF pour au moins 3 enfants lorsque l'un des enfants atteint 20 ans. Cette allocation forfaitaire s'élève à 78,36 € mensuel jusqu'au mois précédant le 21ème anniversaire de l'enfant. Ainsi, en 2010 Myriade estime que 4,71 millions de familles bénéficient d'AF pour une masse totale de 11,92 milliards d'euros (scénario de référence).

Le tableau 9 résume les différents scénarios évalués. Afin de bien décomposer les effets de plusieurs mesures pouvant se combiner, une présentation « pédagogique » est ici retenue, consistant à présenter dans un premier temps des scénarios élémentaires (un seul type de mesure), puis dans un second temps des scénarios plus complexes (plusieurs mesures). Ainsi, les scénarios 1 à 9 sont des scénarios explorant différentes modalités pour l'instauration d'AF pour les familles ayant 1 seul enfant, avec un montant mensuel égal à 50% des AF pour 2 enfants (soit 61,96€) et une majoration pour âge éventuelle identique à celle des familles ayant deux enfants ou davantage. Les scénarios 10 à 12 correspondent pour leur part à des mesures d'économies par rapport à la situation actuelle: mise sous condition de ressources des AF existantes ou imposition des AF. Enfin, les scénarios 13 à 16 combinent instauration des AF pour les familles avec un seul enfant à charge et mesures d'économies, tandis que les scénarios 17 à 19 calibrent ces combinaisons de telle sorte que le coût global des AF soit inchangé par rapport à la situation actuelle.

³ Cette majoration unique est due pour les enfants nés après le 30 avril 1997 mais nos évaluations l'appliquent à tous les enfants.

Tableau 9 : Description des scénarios

| Scénarios d'instauration des AF au rang 1 (50% des AF pour 2 enfants) | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | SANS condition de ressources, SANS majoration pour âge à 14 ans |
| 2* | SANS condition de ressources, AVEC majoration pour âge à 14 ans |
| 3 | SOUS condition de ressources – AB de la Paje, SANS majoration pour âge à 14 ans |
| 4 | SOUS condition de ressources - CF, SANS majoration pour âge à 14 ans |
| 5* | SOUS condition de ressources – AB de la Paje, AVEC majoration pour âge à 14 ans |
| 6* | SOUS condition de ressources - CF, AVEC majoration pour âge à 14 ans |
| 7* | pour les PLUS DE 14 ANS, SANS condition de ressources, AVEC majoration pour âge à 14 ans |
| 8* | pour les PLUS DE 14 ANS, SOUS condition de ressources – AB de la Paje, AVEC majoration pour âge à 14 ans |
| 9* | pour les PLUS DE 14 ANS, SOUS condition de ressources - CF, AVEC majoration pour âge à 14 ans |
| Scénarios d'économies | |
| 10 | Mise sous condition de ressources des AF existantes – AB de la Paje |
| 11 | Mise sous condition de ressources des AF existantes – CF |
| 12 | Fiscalisation des AF |
| Scénarios combinant création d'AF au rang 1 et mesures d'économies | |
| 13* | Uniformisation du barème |
| 14 | Combinaison 3 et 10 : AF pour TOUS les rangs, SOUS condition de ressources – AB de la Paje, SANS majoration pour âge à 14 ans |
| 15 | Combinaison 4 et 11: AF pour TOUS les rangs, SOUS condition de ressources - CF, SANS majoration pour âge à 14 ans |
| 16 | Combinaison 1 et 12 : AF imposable pour TOUS les rangs, SANS condition de ressources, SANS majoration pour âge à 14 ans |
| Scénarios combinant création d'AF au rang 1 et mesures d'économies pour un coût des AF constant | |
| 17 | Uniformisation du barème (à 82% des montants de base des AF et de la majoration pour âge pour un coût nul de la masse des AF) |
| 18 | pour TOUS les enfants, AVEC condition de ressources (sous le plafond de l'AB de la Paje pour un coût nul de la masse des AF), SANS majoration pour âge à 14 ans des AF de rang 1 |
| 19* | pour TOUS les enfants, AVEC condition de ressources (sous 83,5% du plafond de l'AB de la Paje pour un coût nul de la masse des AF), AVEC majoration pour âge à 14 ans des AF de rang 1 |

*Pour être cohérent, dans les scénarios 2, 5, 6, 7, 8, 9, 13 et 19, l'application de la majoration pour âge aux enfants de rang 1 implique l'application de la majoration pour l'aîné d'une famille de 2.

Il est utile de souligner que l'instauration d'AF pour les familles ayant un seul enfant à charge a des effets indirects. Elle peut entraîner une baisse du RSA car les AF avant CRDS (hors majoration pour âge et allocation forfaitaire) sont incluses dans sa base ressources du RSA et, par ricochet, elle peut augmenter le complément PPE.

Le tableau 10 donne une évaluation de la variation des masses financières des AF, de l'impôt net de la PPE et du RSA pour chaque scénario par rapport à la situation de référence. Si cela est relativement neutre pour les familles, il en résulte des effets indirects pour les différents financeurs (branche famille pour les AF, Etat pour la PPE et le RSA activité et CG pour le RSA socle).

Le tableau 11 donne les effectifs pour chaque scénario ainsi que la proportion de familles gagnantes et perdantes, en distinguant, parmi ces dernières, celles qui perdent plus de deux euros par mois. Enfin, le tableau 12 examine les familles gagnantes et perdantes selon leurs quartiles de niveau de vie initial.

Les scénarios 1 à 9 explorant différentes modalités pour l’instauration d’AF au premier rang entraîneraient une hausse des AF de 1,5 Md€ au minimum – pour des AF de rang 1 sans majoration pour âge et sous condition de ressources du CF (scénario 4) – et de 4,8 Md€ au maximum – pour des AF de rang 1 avec majoration pour âge et sans condition de ressources⁴ (scénario 2). Dans le scénario 2, 55% des familles verraient leurs ressources augmenter contre 19% seulement dans le scénario 4. Dans ces deux cas polaires la baisse de dépenses de RSA serait de même ordre (environ 0,5 Md€), puisque la quasi-totalité des bénéficiaires du RSA sont en dessous du plafond de ressources. Le jeu combiné du RSA et de l’instauration des AF au premier enfant induirait paradoxalement des familles perdantes, toutes situées dans les deux premiers quartiles de niveau de vie, et représentant 4% des familles avec enfants dans les scénarios 2 et 6 et 6% dans les scénarios 1, 3, 4 et 5⁵. Le montant des pertes identifiées, lorsqu’elles auraient lieu, serait cependant très modeste, inférieur à 6 euros par mois et le plus souvent inférieur à un euro. C’est la raison pour laquelle on distingue parmi les perdants, ceux qui seraient des perdants « significatifs » (perte supérieure à 2 euros par mois).

Les scénarios 10 à 12 dégageraient des marges de financement allant de 0,9 à 2,1 Md€. La mise sous condition de ressources des AF (scénario 10 et 11) induirait une économie allant de 2,1 Md€ (plafond de l’AB de la Paje) à 3,9 Md€ (plafond du CF) avec respectivement 11% et 21% de familles perdantes. La mise sous condition de ressources du CF étant plus stricte, les familles perdraient en moyenne 189€ mensuels dès le 2^{ème} quartile de niveau de vie dans le scénario 11, contrairement au scénario 10 où les perdants n’apparaîtraient qu’au 3^{ème} quartile. L’imposition des AF existantes dégagerait une recette publique de 0,9 Md€ et ferait 33% de familles perdantes mais pour des montants plus faibles (12 € mensuels dans le premier quartile à 40€ mensuels dans le dernier quartile).

Les scénarios 13 à 16 combinant création des AF au rang 1 et mesures d’économies engendreraient une variation du coût total pouvant aller de -2,9 Md€ – pour la mise sous condition de ressources du CF des AF pour tous les rangs – à +3,5 Md€ – pour l’imposition des AF pour tous les rangs sans condition de ressources. Dans ces deux cas, on suppose qu’il n’y a pas de majoration pour âge pour le rang 1.

L’uniformisation du barème pour tous les enfants quels que soient leurs rangs (scénario 13) jouerait en défaveur des familles ayant 3 enfants ou plus. Elle représenterait un coût de l’ordre de 2,7 Md€ et ferait plus de perdants dans les

⁴ Rappelons que, par souci de cohérence, l’application de la majoration pour âge aux enfants de rang 1 implique l’application de la majoration pour l’aîné d’une famille de 2. Dans les scénarios 2, 5 et 6, le surcoût de la majoration pour âge dans les familles ayant deux enfants à charge s’élève à environ 920 millions d’euros.

⁵ Les répercussions de l’instauration d’AF au rang 1 sur le montant de RSA perçu et le revenu disponible des familles d’un seul enfant bénéficiaires du RSA méritent en effet d’être précisées. Les familles qui perçoivent toute l’année un montant mensuel de RSA supérieur au montant des AF augmenté de 6 euros avant CRDS y perdent en termes de niveau de vie : leur perte va de environ 30 centimes par mois (soit le montant de la CRDS sur les AF de rang 1), jusqu’à 6 euros pour ceux dont le RSA passe en dessous du seuil de versement de 6 euros. Pour les familles qui ne perçoivent le RSA qu’une partie de l’année ou celles qui perçoivent chaque mois un montant de RSA inférieur au montant des AF au rang 1 avant CRDS, le bilan en termes de niveau de revenu disponible est positif, mais le gain est inférieur au montant des AF.

premiers quartiles et plus de gagnants dans les derniers quartiles. On a simulé cette transformation du barème des AF « en instantané », c'est-à-dire pour l'ensemble des familles. Une variante consisterait à appliquer ce nouveau barème pour les « entrants » uniquement : bénéfice d'une AF de rang 1 pour les enfants qui naissent à compter d'aujourd'hui, et application d'un barème uniforme pour la fratrie qui suivra. Pour établir le bilan redistributif d'une telle mesure, il faudrait alors faire un calcul sur cycle de vie de la famille : car, par exemple, la famille de trois enfants peut y perdre lorsque les trois enfants sont à charge mais y gagnerait lorsque le 1^{er} enfant est seul à charge et lorsque le troisième a dépassé l'âge de 20 ans et que les deux plus jeunes sont toujours à charge.

Les scénarios 17 à 19 sont calibrés de telle sorte que la création d'AF au rang 1 soit autofinancée (combinaison de mesures à coût des AF inchangé). Pour que l'uniformisation du barème des AF n'engendre pas de surcoût des AF, il faudrait réduire de 18% le montant de base des AF ainsi que la majoration pour âge (soit un montant d'AF de 50,81€ par enfant et une majoration pour âge à 14 ans de 50,81€). Ce barème ferait globalement 59% de familles gagnantes et 41% de familles perdantes. Le scénario 18 est identique au scénario 14 puisque, lorsqu'il n'y a pas de majoration pour âge au 1^{er} rang, la mise sous condition de ressources (inférieures au plafond de l'AB de la Paje) des AF tous rangs laisserait le coût global des AF inchangé. Le scénario 19 intègre quant à lui la majoration pour âge au rang 1 : pour garantir un autofinancement des AF, il faudrait mettre les AF tous rangs sous condition de ressources, avec un plafond correspondant à 83,5% du plafond de l'AB de la Paje. Dans ce cas, il y aurait globalement 35% de familles gagnantes et 20% de familles perdantes. Les familles perdantes sont plus représentées dans les deux derniers quartiles de niveau de vie pour des niveaux de pertes assez élevés (172 euros mensuels pour le troisième quartile et 185 euros mensuels pour le quatrième quartile). En revanche les gagnants sont surreprésentés dans les premiers quartiles pour des niveaux de gains de plus de 70 euros mensuels.

Tableau 10 : Variations des masses financières selon les scénarios

| Masse en Md€ | Variation AF | Variation Impôt-PPE | Variation rSa | Variation Coût total |
|----------------------------------------------------------------------|--------------|---------------------|---------------|----------------------|
| Scénario 1 : af1 sans CR sans majo | 2,8 | 0,0 | -0,5 | 2,3 |
| Scénario 2 : af1 sans CR avec majo | 4,8 | 0,0 | -0,5 | 4,3 |
| Scénario 3 : af1 CR AB sans majo | 2,1 | 0,0 | -0,5 | 1,6 |
| Scénario 4 : af1 CR CF sans majo | 1,5 | 0,0 | -0,5 | 1,0 |
| Scénario 5 : af1 CR AB avec majo | 3,8 | 0,0 | -0,5 | 3,3 |
| Scénario 6 : af1 CR CF avec majo | 3,0 | 0,0 | -0,5 | 2,5 |
| Scénario 7 : af1 sans CR avec majo p14 | 3,1 | 0,0 | -0,2 | 2,9 |
| Scénario 8 : af1 CR AB avec majo p14 | 2,4 | 0,0 | -0,2 | 2,3 |
| Scénario 9 : af1 CR CF avec majo p14 | 2,0 | 0,0 | -0,2 | 1,8 |
| Scénario 10 : CR AB | -2,1 | 0,0 | 0,0 | -2,1 |
| Scénario 11 : CR CF | -3,9 | 0,0 | 0,0 | -3,9 |
| Scénario 12 : AF imposables | 0,0 | 0,9 | 0,0 | 0,9 |
| Scénario 13 : uniformisation barème | 2,7 | 0,0 | 0,0 | 2,7 |
| Scénario 14 : CR AB tout rang | 0,0 | 0,0 | -0,5 | -0,5 |
| Scénario 15 : CR CF tout rang | -2,4 | 0,0 | -0,5 | -2,9 |
| Scénario 16 : (1 et 12) | 2,8 | 1,2 | -0,5 | 3,5 |
| Scénario 17 : uniformisation du barème à 82% des montants AF et majo | 0,0 | 0,0 | 0,5 | 0,5 |
| Scénario 18 : idem 14 | 0,0 | 0,0 | -0,5 | -0,5 |
| Scénario 19 : CR 83,5%*AB tout rang | 0,0 | 0,0 | -0,5 | -0,5 |

Source : Myriade, législation 2010, ERFS 2007, Calculs des auteurs

Tableau 11 : Variations des effectifs et familles gagnantes perdantes selon les scénarios

| Effectif en millions | Variation AF | Variation Impôt-PPE | Variation rSa | % de familles gagnantes | % de familles perdantes | % de familles perdant plus de 2 € par mois |
|-------------------------------------------------------------------|--------------|---------------------|---------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------------------------|
| Scénario 1 : af1 sans CR sans majo | 3,8 | 0,0 | -0,2 | 38% | 6% | 0% |
| Scénario 2 : af1 sans CR avec majo | 3,8 | 0,0 | -0,2 | 54% | 4% | 0% |
| Scénario 3 : af1 CR AB sans majo | 2,9 | 0,0 | -0,2 | 27% | 6% | 0% |
| Scénario 4 : af1 CR CF sans majo | 2,1 | 0,0 | -0,2 | 18% | 6% | 0% |
| Scénario 5 : af1 CR AB avec majo | 2,9 | 0,0 | -0,2 | 38% | 6% | 0% |
| Scénario 6 : af1 CR CF avec majo | 2,1 | 0,0 | -0,2 | 34% | 4% | 0% |
| Scénario 7 : af1 sans CR avec majo p14 | 1,5 | 0,0 | -0,1 | 31% | 0% | 0% |
| Scénario 8 : af1 CR AB avec majo p14 | 1,0 | 0,0 | -0,1 | 26% | 0% | 0% |
| Scénario 9 : af1 CR CF avec majo p14 | 0,7 | 0,0 | -0,1 | 23% | 0% | 0% |
| Scénario 10 : CR AB | -0,9 | 0,0 | 0,0 | 0% | 11% | 11% |
| Scénario 11 : CR CF | -1,8 | 0,0 | 0,0 | 0% | 21% | 21% |
| Scénario 12 : AF imposables | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 0% | 34% | 33% |
| Scénario 13 : uniformisation barème | 3,8 | 0,0 | -0,1 | 56% | 17% | 14% |
| Scénario 14 : CR AB tout rang | 1,9 | 0,0 | -0,2 | 27% | 16% | 11% |
| Scénario 15 : CR CF tout rang | 0,3 | 0,0 | -0,2 | 18% | 26% | 21% |
| Scénario 16 : (1 et 12) | 3,8 | 0,3 | -0,2 | 38% | 39% | 34% |
| Scénario 17 : uniformisation barème à 82% des montants AF et majo | 3,8 | 0,0 | 0,0 | 57% | 40% | 36% |
| Scénario 18 : idem 14 | 1,9 | 0,0 | -0,2 | 27% | 16% | 11% |
| Scénario 19 : CR 83,5%*AB tout rang | 1,1 | 0,0 | -0,2 | 34% | 20% | 16% |

Source : Myriade, législation 2010, ERFS 2007, Calculs des auteurs

Tableau 12 : Gagnants et perdants par décile de niveau de vie selon les différents scénarios

| | Quartile de niveau de vie initial | Part des familles gagnantes | Part des familles perdantes | Part des familles perdant plus de 2 €par mois | Montant mensuel moyen des gains | Montant mensuel moyen des pertes |
|-----------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|
| Scénario 1 : af1 sans CR sans majo | Q1 | 20% | 19% | 0% | 49 | -1 |
| | Q2 | 38% | 3% | 0% | 56 | 0 |
| | Q3 | 47% | 0% | 0% | 61 | - |
| | Q4 | 46% | 0% | 0% | 62 | - |
| Scénario 2 : af1 sans CR avec majo | Q1 | 42% | 12% | 0% | 72 | -1 |
| | Q2 | 54% | 3% | 0% | 75 | -1 |
| | Q3 | 60% | 0% | 0% | 77 | - |
| | Q4 | 59% | 0% | 0% | 82 | - |
| Scénario 3 : af1 CR AB sans majo | Q1 | 20% | 19% | 0% | 49 | -1 |
| | Q2 | 38% | 3% | 0% | 56 | 0 |
| | Q3 | 39% | 0% | 0% | 61 | - |
| | Q4 | 9% | 0% | 0% | 62 | - |
| Scénario 4 : af1 CR CF sans majo | Q1 | 19% | 19% | 0% | 49 | -1 |
| | Q2 | 32% | 3% | 0% | 55 | 0 |
| | Q3 | 16% | 0% | 0% | 60 | - |
| | Q4 | 1% | 0% | 0% | 62 | - |
| Scénario 5 : af1 CR AB avec majo | Q1 | 42% | 12% | 0% | 72 | -1 |
| | Q2 | 54% | 3% | 0% | 75 | -1 |
| | Q3 | 53% | 0% | 0% | 73 | 0 |
| | Q4 | 21% | 0% | 0% | 67 | - |
| Scénario 6 :af1 CR CF avec majo | Q1 | 42% | 12% | 0% | 72 | -1 |
| | Q2 | 48% | 3% | 0% | 72 | -1 |
| | Q3 | 30% | 0% | 0% | 66 | - |
| | Q4 | 14% | 0% | 0% | 63 | - |
| Scénario 7 : af1 sans CR avec majo p14 | Q1 | 34% | 0% | 0% | 79 | - |
| | Q2 | 31% | 0% | 0% | 91 | - |
| | Q3 | 28% | 0% | 0% | 95 | - |
| | Q4 | 32% | 0% | 0% | 99 | - |
| Scénario 8 : af1 sans CR avec majo p14 | Q1 | 34% | 0% | 0% | 79 | - |
| | Q2 | 31% | 0% | 0% | 90 | - |
| | Q3 | 23% | 0% | 0% | 88 | - |
| | Q4 | 14% | 0% | 0% | 70 | - |
| Scénario 9 : af1 CR AB avec majo p14 | Q1 | 34% | 0% | 0% | 78 | - |
| | Q2 | 27% | 0% | 0% | 86 | - |
| | Q3 | 16% | 0% | 0% | 72 | - |
| | Q4 | 13% | 0% | 0% | 63 | - |
| Scénario 10 : CR AB | Q1 | 0% | 0% | 0% | - | - |
| | Q2 | 0% | 0% | 0% | - | - |
| | Q3 | 0% | 5% | 5% | - | -192 |
| | Q4 | 0% | 43% | 43% | - | -187 |
| Scénario 11 : CR CF | Q1 | 0% | 0% | 0% | - | - |
| | Q2 | 0% | 5% | 5% | - | -189 |
| | Q3 | 0% | 33% | 33% | - | -172 |
| | Q4 | 0% | 50% | 50% | - | -185 |
| Scénario 12 : AF impossibles | Q1 | 0% | 4% | 4% | - | -12 |
| | Q2 | 0% | 35% | 34% | - | -16 |
| | Q3 | 0% | 47% | 47% | - | -21 |
| | Q4 | 0% | 49% | 49% | - | -40 |

Suite tableau 12

| | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------|-----|-----|-----|----|------|
| Scénario 13 : uniformisation barème | O1 | 52% | 28% | 16% | 59 | -62 |
| | O2 | 54% | 20% | 17% | 75 | -99 |
| | O3 | 60% | 10% | 10% | 77 | -111 |
| | O4 | 59% | 11% | 11% | 82 | -115 |
| Scénario 14 : CR AB tout rang | O1 | 20% | 19% | 0% | 49 | -2 |
| | O2 | 38% | 4% | 0% | 56 | -14 |
| | O3 | 39% | 6% | 5% | 61 | -185 |
| | O4 | 9% | 43% | 43% | 62 | -187 |
| Scénario 15 : CR CF tout rang | O1 | 19% | 19% | 1% | 49 | -2 |
| | O2 | 32% | 8% | 5% | 55 | -109 |
| | O3 | 16% | 33% | 33% | 60 | -171 |
| | O4 | 1% | 50% | 50% | 62 | -185 |
| Scénario 16 : (1 et 12) | O1 | 20% | 23% | 5% | 49 | -3 |
| | O2 | 38% | 38% | 35% | 52 | -14 |
| | O3 | 47% | 48% | 47% | 53 | -21 |
| | O4 | 46% | 49% | 49% | 50 | -40 |
| Scénario 17 : uniformisation barème à 82% des montants AF et majo | O1 | 56% | 42% | 30% | 42 | -61 |
| | O2 | 55% | 42% | 39% | 54 | -74 |
| | O3 | 60% | 37% | 37% | 57 | -59 |
| | O4 | 59% | 38% | 38% | 61 | -64 |
| Scénario 18 : idem 14 | O1 | 20% | 19% | 0% | 49 | -2 |
| | O2 | 38% | 4% | 0% | 56 | -14 |
| | O3 | 39% | 6% | 5% | 61 | -185 |
| | O4 | 9% | 43% | 43% | 62 | -187 |
| Scénario 19 : CR 83,5%*AB tout rang | O1 | 42% | 12% | 0% | 72 | -2 |
| | O2 | 51% | 4% | 1% | 74 | -67 |
| | O3 | 33% | 18% | 18% | 71 | -172 |
| | O4 | 2% | 49% | 49% | 80 | -185 |

Source : Myriade, législation 2010, ERFS 2007, Calculs des auteurs

Exploration de scénarios complémentaires de réformes des AF : mise sous condition de ressources inférieures au plafond de l'allocation rentrée scolaire (ARS)

On propose ici de nouvelles variantes de mise sous condition de ressources des AF sous le plafond de l'allocation rentrée scolaire (ARS), qui est plus bas et qui ne comporte pas de majoration en cas de couples bi-actifs ou de familles monoparentales.

Le tableau 13 résume les différents scénarios évalués. Les scénarios 1 à 3 sont des scénarios explorant différentes modalités d'instauration des AF pour les familles ayant 1 seul enfant sous condition de ressources ARS, avec un montant mensuel égal à 50 % des AF pour 2 enfants (soit 61,96€) et une majoration pour âge éventuelle identique à celle des familles ayant deux enfants ou davantage. Le scénario 4 correspond à une mesure d'économies par rapport à la situation actuelle : mise sous condition de ressources des AF existantes au niveau du plafond de l'ARS. Enfin, le scénario 5 est une combinaison des variantes 1 et 4 : il comporte l'instauration des AF pour les familles avec un seul enfant à charge et la mise sous condition de ressources des AF pour l'ensemble des familles.

Tableau 13 : Description des scénarios

| | |
|------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Scénarios d’instauration des AF au rang 1 (50% des AF pour 2 enfants) | |
| 1 | SOUS condition de ressources - ARS, SANS majoration pour âge à 14 ans |
| 2* | SOUS condition de ressources - ARS, AVEC majoration pour âge à 14 ans |
| 3* | pour les PLUS DE 14 ANS, SOUS condition de ressources - ARS, AVEC majoration pour âge à 14 ans |
| Scénarios d’économies | |
| 4 | Mise sous condition de ressources des AF existantes – ARS |
| Scénarios combinant création d'AF au rang 1 et mesures d'économies | |
| 5 | Combinaison 1 et 4 : AF pour TOUS les rangs, SOUS condition de ressources - ARS, SANS majoration pour âge à 14 ans |

*Pour être cohérent, dans les scénarios 2 et 3 l’application de la majoration pour âge aux enfants de rang 1 implique l’application de la majoration pour l’aîné d’une famille de 2.

Il est utile de souligner que l’instauration d’AF pour les familles ayant un seul enfant à charge a des effets indirects. Elle peut entraîner une baisse du RSA versé – car les AF avant CRDS (hors majoration pour âge et allocation forfaitaire) sont incluses dans la base ressources du RSA – et, par ricochet, elle peut augmenter le complément PPE.

Le tableau 14 donne une évaluation de la variation des masses financières des AF, de l’impôt net de la PPE et du RSA pour chaque scénario par rapport à la situation de référence. Si cela est relativement neutre pour les familles, il en résulte des effets indirects pour les différents financeurs (branche famille pour les AF, Etat pour la PPE et le RSA activité et CG pour le RSA socle).

Le tableau 15 donne les effectifs pour chaque scénario ainsi que la proportion de familles gagnantes et perdantes, en distinguant, parmi ces dernières, celles qui perdent plus de deux euros par mois.

Les scénarios 1 à 3 explorant différentes modalités pour l’instauration d’AF au premier rang sous condition de ressources de l’ARS entraîneraient une hausse des AF de 1 Md€ au minimum – pour des AF de rang 1 sans majoration pour âge (scénario 1) – et de 2,3 Md€ au maximum – pour des AF de rang 1 avec majoration pour âge (scénario 2). Entre les deux l’augmentation serait de 1,7 Md€ pour l’instauration des AF au rang 1 uniquement pour les plus de 14 ans (scénario 3). Dans le scénario 2, 26% des familles verraient leurs ressources augmenter contre 10% seulement dans le scénario 1. Dans ces deux cas la baisse de dépenses de RSA serait de même ordre (environ 0,5 Md€), puisque la quasi-totalité des bénéficiaires du RSA sont en dessous du plafond de ressources ARS.

Le scénario 4 dégagerait un marges de financement de 5,4 Md€. La mise sous condition de ressources des AF sous plafond de l’ARS induit 29% de familles perdantes.

Le scénario 5 combinant création des AF au rang 1 sans majoration et mesure d’économies tel que la mise sous condition de ressources de l’ARS des AF pour tous les rangs, engendrerait une économie totale de 4,9 Md€.

Tableau 14 : Variations des masses financières selon les scénarios

| Masse en Md€ | Variation AF | Variation Impôt-PPE | Variation rSa | Variation Coût total |
|------------------------------------------------------|--------------|---------------------|---------------|----------------------|
| Scénario 1 : af1 CR ARS sans majo. | 1,0 | 0,0 | -0,5 | 0,5 |
| Scénario 2 :af1 CR ARS avec majo. | 2,3 | 0,0 | -0,5 | 1,8 |
| Scénario 3 : af1 plus de 14 CR ARS avec majo. | 1,7 | 0,0 | -0,2 | 1,5 |
| Scénario 4 : CR ARS | -5,4 | 0,0 | 0,0 | -5,4 |
| Scénario 5 : CR ARS tout rang | -4,4 | 0,0 | -0,4 | -4,9 |

Source : Myriade, législation 2010, ERF5 2007, Calculs des auteurs

Tableau 15 : Variations des effectifs et familles gagnantes perdantes selon les scénarios

| Effectif en millions | Variation AF | Variation Impôt-PPE | Variation rSa | % de familles gagnantes | % de familles perdantes | % de familles perdant plus de 2 € par mois |
|-----------------------------------------------------|--------------|---------------------|---------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------------------------|
| Scénario 1 : af1 CR ARS sans majo | 1,3 | 0,0 | -0,2 | 10% | 5% | 0% |
| Scénario 2 :af1 CR ARS avec majo | 1,3 | 0,0 | -0,2 | 26% | 3% | 0% |
| Scénario 3 : af1 plus de 14 CR ARS avec majo | 0,5 | 0,0 | -0,1 | 20% | 0% | 0% |
| Scénario 4 : CR ARS | -2,5 | 0,0 | 0,0 | 0% | 29% | 29% |
| Scénario 5 : CR ARS tout rang | -1,2 | 0,0 | -0,1 | 10% | 34% | 29% |

Source : Myriade, législation 2010, ERF5 2007, Calculs des auteurs

V - TAUX D'EXCLUSION POUR L'ALLOCATION DE BASE, L'ALLOCATION DE RENTREE SCOLAIRE ET LE COMPLEMENT FAMILIAL

Le tableau 16 fournit une estimation des taux d'exclusion pour l'AB, l'ARS et le CF en métropole.

Tableau 16: Taux d'exclusion pour l'AB, l'ARS et le CF

| Prestations | Nombre de familles bénéficiaires au 31/12/2009 (champ CAF) | Taux d'exclusion |
|-------------|------------------------------------------------------------|------------------|
| AB | 1 795 342 | 12,4% |
| ARS | 2 694 257 | 54,2% |
| CF | 788 612 | 19,9% |

Sources : Myriade 2007, FILEAS 2009, taux de couverture CAF 2008

Champ : métropole

Unité : familles

Méthodologie/Sources :

- A partir du FILEAS 2009, on peut calculer le nombre de bénéficiaires de l'AB, de l'ARS et du CF au 31/12/2009.
- On calcule un nombre de familles éligibles à ces prestations sur le champ régime général en métropole en utilisant deux sources :
 - o Le modèle de microsimulation de la CNAF, actuellement calé sur des données 2007, permet de quantifier – sur le champ tous régimes en métropole – le nombre de familles éligibles à ces prestations (familles avec au moins un enfant de moins de 3 ans pour l'AB, familles avec au moins un enfant âgé de 6 à 18 ans pour l'ARS, et familles d'au moins 3 enfants de moins de 21 ans pour le CF).
 - o Le taux de couverture par le régime général des bénéficiaires de chaque prestation est enfin disponible dans la brochure de la CNAF « Prestations familiales 2008 ».

VI - CHIFFRAGE D'UNE AUGMENTATION DE 30 % DES PLAFONDS POUR LES BÉNÉFICIAIRES DE L'ALF LOCATION

On chiffre l'impact d'une augmentation de 30% du loyer plafond pour les bénéficiaires de l'aide au logement à caractère familial (ALF).

Source et limites

Pour effectuer ce chiffrage, on mobilise les données du fichier exhaustif des allocataires des Caf au 31/12/2009 (FILEAS).

Le coût calculé de cette réforme s'entend donc à champ constant, c'est-à-dire résultant des gains individuels des bénéficiaires actuels de l'ALF (présents dans le FILEAS).

L'augmentation du plafond pour le bénéfice de l'ALF en location aurait également pour effet de rendre éligibles des allocataires actuellement non bénéficiaires de cette prestation. Néanmoins, les données de la CNAF ne permettent pas de quantifier leur nombre.

Le coût estimé dans cette note représente donc un minorant du coût total de cette réforme.

Coût de la mesure et distribution des gains individuels

Le coût total annuel de la mesure – à champ constant – est de 918,4 millions d'euros et bénéficie à 916 103 gagnants (soit près de 92 % des allocataires de l'ALF).

Les tableaux 17, 18 et 19 fournissent les principaux indicateurs de la distribution des gains individuels respectivement par configuration familiale, zone géographique et tranches d'assiette de ressources.

Tableau 17 : indicateurs de la distribution des gains individuels par configuration familiale

| Configuration familiale | Effectifs... | | Coût annuel (M€) | Gain mensuel (en €) | | | |
|---------------------------|---------------------|------------------|------------------|---------------------|--------------------------|-------------|---------------------------|
| | ... de la catégorie | ... des gagnants | | Gain moyen | 1 ^{er} quartile | Gain médian | 3 ^{ème} quartile |
| Couple 0 enfant | 38 650 | 29 941 | 27,2 | 76 | 80 | 84 | 84 |
| Couple 1 enfant | 141 954 | 136 370 | 130,8 | 80 | 85 | 85 | 92 |
| Couple 2 enfants | 149 563 | 143 154 | 147,7 | 86 | 89 | 97 | 105 |
| Couple 3 enf. ou + | 142 014 | 131 824 | 143,5 | 90 | 61 | 109 | 118 |
| Isolé 0 enfant | 13 990 | 10 124 | 8,5 | 70 | 68 | 73 | 86 |
| Isolé 1 enfant | 266 723 | 246 970 | 229,7 | 78 | 80 | 86 | 92 |
| Isolé 2 enfants | 162 241 | 147 500 | 151,9 | 86 | 83 | 97 | 105 |
| Isolé 3 enf. ou +s | 84 677 | 70 220 | 79,1 | 94 | 70 | 109 | 118 |
| Ensemble | 999 812 | 916 103 | 918,4 | 84 | 80 | 92 | 105 |

Source : CNAF-Fileas 2009 – calculs de l'auteur.

Tableau 18 : indicateurs de la distribution des gains individuels par zone géographique

| Zone géographique | Effectifs... | | Coût annuel (M€) | Gain mensuel (en €) | | | |
|-------------------|---------------------|------------------|------------------|---------------------|--------------------------|-------------|---------------------------|
| | ... de la catégorie | ... des gagnants | | Gain moyen | 1 ^{er} quartile | Gain médian | 3 ^{ème} quartile |
| Zone 1 | 139 926 | 127 872 | 134,8 | 88 | 64 | 104 | 119 |
| Zone 2 | 423 596 | 375 233 | 370,0 | 82 | 70 | 92 | 105 |
| Zone 3 | 436 290 | 412 998 | 413,7 | 83 | 85 | 86 | 97 |
| Ensemble | 999 812 | 916 103 | 918,4 | 84 | 80 | 92 | 105 |

Source : CNAF-Fileas 2009 – calculs de l'auteur.

Tableau 19 : indicateurs de la distribution des gains individuels par tranche d'assiette de ressources

| Tranche d'assiette de ressources | Effectifs... | | Coût annuel (M€) | Gain mensuel (en €) | | | |
|----------------------------------|---------------------|------------------|------------------|---------------------|--------------------------|-------------|---------------------------|
| | ... de la catégorie | ... des gagnants | | Gain moyen | 1 ^{er} quartile | Gain médian | 3 ^{ème} quartile |
| < 10 000 € | 541 387 | 468 837 | 468,8 | 83 | 77 | 92 | 104 |
| 10 000- <15 000 € | 246 721 | 246 120 | 51,9 | 80 | 78 | 92 | 103 |
| 15 000- <20 000 € | 162 181 | 156 774 | 237,2 | 85 | 85 | 97 | 105 |
| >= 20 000 € | 49 523 | 44 372 | 160,6 | 97 | 97 | 109 | 118 |
| Ensemble | 999 812 | 916 103 | 918,4 | 84 | 80 | 92 | 105 |

Source : CNAF-Fileas 2009 – calculs de l'auteur.

VII - CHIFFRAGE D'UNE AUGMENTATION DE 30 % DES PLAFONDS POUR LES BÉNÉFICIAIRES DE L'APL

On chiffre l'impact d'une augmentation de 30% du loyer plafond pour les bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement (APL).

Source et limites

Pour effectuer ce chiffrage, on mobilise les données du fichier exhaustif des allocataires des Caf au 31/12/2009 (FILEAS).

Le coût calculé de cette réforme s'entend donc à champ constant, c'est-à-dire résultant des gains individuels des bénéficiaires actuels de l'APL (présents dans le FILEAS).

L'augmentation du plafond pour le bénéfice de l'APL en location aurait également pour effet de rendre éligibles des allocataires actuellement non bénéficiaires de cette prestation. Néanmoins, les données de la CNAF ne permettent pas de quantifier leur nombre.

Le coût estimé dans cette note représente donc un minorant du coût total de cette réforme.

Coût de la mesure et distribution des gains individuels

Le coût total annuel de la mesure – à champ constant – est de 720,9 millions d'euros et bénéficie à 1 648 227 gagnants (soit près de 78 % des allocataires de l'APL). A titre de comparaison avec le chiffrage portant sur l'ALF (note 21/DSPA), le coût de la mesure APL sur le champ des familles avec enfant uniquement s'élève à 315,7 millions d'euros pour 752 023 gagnants.

Les tableaux 20, 21 et 22 fournissent les principaux indicateurs de la distribution des gains individuels respectivement par configuration familiale, zone géographique et tranches d'assiette de ressources.

Tableau 20 : indicateurs de la distribution des gains individuels par configuration familiale

| Configuration familiale | Effectifs... | | Coût annuel (M€) | Gain mensuel (en €) | | | |
|-------------------------|---------------------|------------------|------------------|---------------------|--------------------------|-------------|---------------------------|
| | ... de la catégorie | ... des gagnants | | Gain moyen | 1 ^{er} quartile | Gain médian | 3 ^{ème} quartile |
| Couple 0 enfant | 178 809 | 137 071 | 59,8 | 36 | 6 | 26 | 72 |
| Couple 1 enfant | 131 447 | 102 216 | 44,1 | 36 | 6 | 19 | 69 |
| Couple 2 enfants | 171 910 | 137 640 | 58,5 | 35 | 6 | 15 | 65 |
| Couple 3 enf. ou + | 220 679 | 169 252 | 57,2 | 28 | 5 | 11 | 37 |
| Isolé 0 enfant | 923 023 | 759 133 | 345,4 | 38 | 7 | 37 | 68 |
| Isolé 1 enfant | 271 649 | 187 405 | 84,2 | 37 | 6 | 26 | 69 |
| Isolé 2 enfants | 177 741 | 111 628 | 52,5 | 39 | 5 | 23 | 71 |
| Isolé 3 enf. ou + | 101 325 | 43 882 | 19,3 | 37 | 5 | 17 | 62 |
| Ensemble | 2 176 583 | 1 648 227 | 720,9 | 36 | 6 | 26 | 68 |

Source : CNAF-Fileas 2009 – calculs de l'auteur.

Tableau 21 : indicateurs de la distribution des gains individuels par zone géographique

| Zone géographique | Effectifs... | | Coût annuel (M€) | Gain mensuel (en €) | | | |
|-------------------|---------------------|------------------|------------------|---------------------|--------------------------|-------------|---------------------------|
| | ... de la catégorie | ... des gagnants | | Gain moyen | 1 ^{er} quartile | Gain médian | 3 ^{ème} quartile |
| Zone 1 | 398 386 | 302 774 | 109,0 | 30 | 6 | 13 | 50 |
| Zone 2 | 1 016 798 | 758 334 | 332,4 | 37 | 6 | 27 | 72 |
| Zone 3 | 761 399 | 587 119 | 279,5 | 40 | 7 | 37 | 68 |
| Ensemble | 2 176 583 | 1 648 227 | 720,9 | 36 | 6 | 26 | 68 |

Source : CNAF-Fileas 2009 – calculs de l'auteur.

Tableau 22 : indicateurs de la distribution des gains individuels par tranche d'assiette de ressources

| Tranche d'assiette de ressources | Effectifs... | | Coût annuel (M€) | Gain mensuel (en €) | | | |
|----------------------------------|---------------------|------------------|------------------|---------------------|--------------------------|-------------|---------------------------|
| | ... de la catégorie | ... des gagnants | | Gain moyen | 1 ^{er} quartile | Gain médian | 3 ^{ème} quartile |
| < 5 000 € | 255 255 | 137 617 | 75,9 | 46 | 18 | 49 | 73 |
| 5 000- <7 000 € | 771 151 | 387 198 | 185,5 | 40 | 8 | 38 | 68 |
| 7 000- <10 000 € | 400 537 | 390 851 | 144,4 | 31 | 3 | 16 | 65 |
| 10 000- <15 000 € | 479 524 | 476 250 | 195,9 | 34 | 6 | 19 | 67 |
| >= 15 000 € | 270 116 | 256 311 | 119,2 | 39 | 10 | 18 | 67 |
| Ensemble | 2 176 583 | 1 648 227 | 720,9 | 36 | 6 | 26 | 68 |

Source : CNAF-Fileas 2009 – calculs de l'auteur.

La distribution comparée des gains en APL et en ALF (note 21) indique que l'augmentation de 30% des loyers plafonds se traduit par des gains plus faibles en APL. Ce résultat s'explique notamment par le fait que la part des bénéficiaires de l'APL ayant un loyer supérieur au loyer plafond (48,3% en 2009) est nettement inférieure à la part observée en ALF (en 2009, 89,2% en métropole et 67,5% dans les DOM).

A noter qu'avec la réforme, la part des bénéficiaires de l'APL location au dessus du loyer plafond passe à 15,6 %.

VIII - SCENARIOS AUTOUR DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

On présente plusieurs types de scénarios autour du Revenu de Solidarité Active (RSA) :

- Une première série de scénarios envisage un relèvement du montant forfaitaire du RSA « socle », dont la valeur en équivalent salaire peut se dégrader en cas d'indexation sur les prix. Tous les allocataires du RSA seraient alors concernés.
- Une deuxième série de scénarios envisage le relèvement du taux de cumul entre RSA et revenu d'activité qui conduirait aux mêmes surcoûts financiers que ceux des scénarios de relèvement du montant du RSA « socle ». Ces scénarios ne concerneraient que les allocataires percevant des revenus d'activité, quelle que soit leur situation de famille.
- Une troisième série de scénarios vise à une amélioration de la situation relative des familles allocataires avec enfants à charge :
 - i. Relèvement de la part des enfants dans le barème du RSA. Cela permettrait d'améliorer la prise en compte des enfants pour les foyers modestes mais conduirait à écarter progressivement le barème du RSA des échelles d'unités de consommation sur lesquelles il est supposé être fondé. Un tel écart est cependant assumé depuis 1990, date à laquelle on a choisi de relever la part du troisième enfant et des suivants dans les couples. En outre, pour le RSA socle majoré, le poids de tous les enfants est supérieur à leur contrepartie dans les échelles d'équivalence.
 - ii. Exclusion de certaines prestations familiales de la base ressources du RSA. C'est qui avait été fait en 1998 et 1999, avec l'exclusion de l'APJE courte et des majorations pour âge des AF de l'assiette des ressources prises en compte pour le calcul du RMI. A l'heure actuelle, le forfait d'AF est également exclu de la base ressource.
- Une dernière série de scénarios envisage la suppression ou la diminution du forfait logement pour tous les allocataires ou seulement ceux avec enfant(s).

Les différents scénarios sont évalués à l'aide du modèle de microsimulation Myriade représentatif des ménages ordinaires de France métropolitaine construit à partir des données de l'Enquête revenus fiscaux et sociaux (ERFS) de 2007. La législation appliquée est celle de 2010 après une actualisation des revenus entre 2007 et 2010 à structure de population inchangée. Il est important de préciser que l'évaluation du RSA est effectuée en plein régime. Or, les foyers bénéficiaires du rSa activité dans le modèle sont plus nombreux que les allocataires à une date donnée en raison d'une montée en charge progressive, d'une situation fluctuante des bénéficiaires, mais aussi probablement d'un certain non recours. Ainsi, le nombre d'allocataires du rSa activité observé en juin 2010 correspond à 40 % du nombre des éligibles estimés avec le modèle de microsimulation Myriade.

Relèvement du montant forfaitaire

Les scénarios (1a) et (1b) de relèvement du montant forfaitaire du RSA de 5% et 10% engendreraient des surcoûts respectifs de 1,1 et 2,4 milliards d'euros (tableau 23). Dans ces scénarios, tous les bénéficiaires du RSA voient leur montant de

RSA augmenter (tableau 24). Dans le scénario (1a) avec relèvement de 5%, les entrants dans la prestation pourraient être de l'ordre de 300 000 bénéficiaires et de 700 000 dans le scénario (1b) avec relèvement de 10%. Les tableaux 25 et 26 montrent qu'il y a des gagnants dans toutes les configurations familiales mais particulièrement pour les couples avec enfant(s). Les montants moyens de gain mensuel seraient de 31€ et 59€ respectivement dans les scénarios (1a) et (1b).

Augmentation du taux de cumul entre RSA et revenus d'activité

Pour atteindre des surcoûts proches des scénarios (1a) et (1b), il faut augmenter le taux de cumul entre RSA et revenu d'activité respectivement de 4 et 7 points. Le taux de cumul devrait donc passer de 62% à 66% dans le scénario (2a) et de 62% à 69% dans le scénario (2b). Le tableau 24 montre que les 1,6 million de bénéficiaires initiaux de RSA activité seraient gagnants. Le scénario (2a) ferait entrer 600 000 nouveaux bénéficiaires et le scénario (2b) 1,2 million. Toutes les configurations familiales seraient concernées, mais la variation d'effectif serait un peu plus faible parmi les familles isolées avec 2 enfants ou plus (tableau 25). Les montants moyens de gain mensuel seraient supérieurs à ceux des scénarios de relèvement du montant forfaitaire, soient de 39€ et 65€ respectivement dans les scénarios (1a) et (1b).

Amélioration de la situation relative des familles allocataires avec enfants à charge

Pour les scénarios consistant à améliorer la situation relative des familles allocataires avec enfants à charge, les surcoûts varient de 0,4 à 5,2 milliards d'euros. Le plus coûteux est la suppression de toutes les prestations familiales de la base ressource du RSA (scénario 3b) et le moins coûteux est la seule suppression du complément familial (CF) qui concerne uniquement les familles de 3 enfants ou plus (scénario 3c). Le tableau 24 montre que le scénario (3b) ferait presque autant de familles gagnantes (900 000) que de nouvelles familles entrantes (800 000). Les couples avec 3 enfants ou plus, verraient leur effectif tripler. Les gagnants dans ce scénario auraient des gains moyens mensuels de 251€ (tableau 26). Comme pour la suppression dans la base ressource du RSA du CF, la suppression de l'allocation de base (AB) engendrerait un surcoût relativement faible (0,5 milliard) mais aurait le mérite de concerner toutes les configurations familiales avec enfant de moins de 3 ans (tableau 25). Le relèvement de 10% de la part des enfants dans le barème du RSA (scénario 3a) créerait un surcoût de 1,5 milliard d'euros en faisant 1,4 million de familles gagnantes et 400 000 familles entrantes. Dans ce scénario, les gains mensuels moyens pour les familles sont plus faibles, de l'ordre de 72€.

Suppression ou réduction du forfait logement

Les scénarios autour du forfait logement (FL) produiraient des surcoûts de 11% à 36%. Evidemment, c'est la suppression complète du forfait logement pour tous les bénéficiaires (scénario 4a) qui serait la plus coûteuse et ferait le plus de gagnants (2,2 millions) et de nouveaux allocataires (500 000 entrants). Les gains mensuels moyens seraient de l'ordre de 84€. Si la suppression se limite aux familles avec des enfants à charge, le surcoût serait de 1,9 milliard d'euros pour la suppression entière du FL (scénario 4b) et de 0,9 milliard pour la division par deux de ce

même FL (scénario 4c). Dans ces deux cas, les familles gagnantes seraient de l'ordre de 1,1 million mais la suppression entière engendrerait plus de nouveaux allocataires (300 000 contre 200 000 entrants). Les gains mensuels moyens pour les familles seraient de 108€ dans le scénario (4b) et de 57€ dans le scénario (4c).

Masses de RSA versées par configuration familiale

Initialement, un peu moins de la moitié de la masse de RSA versée au cours de l'année (soit environ 3,7 milliards d'euros) va aux foyers sans enfant à charge (tableau 29). Ces foyers ne sont concernés que par les scénarios envisageant une augmentation du socle ou du taux de cumul entre RSA et revenus d'activité ou encore par la suppression du forfait logement (scénarios 1a, 1b, 2a, 2b et 4a). Pour ces foyers, le surcoût d'une augmentation de 10% du montant forfaitaire est équivalent à celui associé à la suppression du forfait logement, à savoir près de 800 millions d'euros. Mais même pour ces scénarios, le surcoût associé aux foyers avec enfants est plus élevé que celui qui concerne les foyers sans enfants. Les autres scénarios, en revanche, sont ciblés sur les familles et conduisent donc à une augmentation de la masse versée à ces foyers et de sa part dans le total versé. Le scénario le plus généreux envers les familles est la suppression des prestations familiales de la base ressource du RSA (scénario 3b), qui accorderait aux foyers avec enfants 5,2 milliards d'euros de plus au titre du RSA, dont 3,3 milliards pour les seules familles ayant trois enfants ou davantage. Viennent ensuite la suppression du forfait logement (scénario 4a) et l'augmentation de 0,1 point du poids des enfants dans le barème du RSA (scénario 3a). A l'opposé, le scénario le moins généreux pour les foyers avec enfants est la suppression du complément familial (scénario 3c) qui ne concerne que les familles ayant au moins trois enfants à charge pour les PF, et qui entraînerait un surcoût de 400 millions d'euros environ.

Impact sur le taux et l'intensité de la pauvreté

En supposant que l'ensemble des foyers éligibles au RSA activité y ont recours, on évalue pour 2010 un seuil de pauvreté de 948,27 euros par mois, un taux de pauvreté de 12,2 % et une intensité de pauvreté de 15,7 %. Pour chacun des scénarios envisagés, on considère comme pauvres les individus dont le niveau de vie est inférieur à ce même seuil de pauvreté⁶ pour évaluer l'impact des réformes envisagées sur le taux de pauvreté et son intensité (tableau 30).

Les scénarios de relèvement du montant forfaitaire du RSA réduiraient le taux de pauvreté de 0,3 points et 0,8 points respectivement. L'intensité de la pauvreté serait également réduite de 0,6 points dans le premier cas et 0,9 points dans le second.

L'augmentation du taux de cumul entre RSA et revenu d'activité de 4 points, au même coût que le relèvement de 5% du montant forfaitaire, aurait un effet un peu plus prononcé sur le taux de pauvreté mais augmenterait l'intensité de la pauvreté de 0,3 points. Ceci s'explique par la sortie de la pauvreté de populations dont les niveaux de vie sont initialement peu éloignés du seuil de pauvreté, les plus

⁶ Notons toutefois que dans les différents scénarios, le seuil de pauvreté mensuel augmente, le plus souvent de moins de 50 centimes d'euros par et au maximum de 1,2 euros dans le scénario 3b.

modestes n'ayant aucun revenu d'activité. Le diagnostic est similaire, quoi que plus prononcé pour une augmentation de 7 points du taux de cumul, comparable en termes de coût au relèvement de 10% du montant forfaitaire.

Les scénarios consistant à améliorer la situation relative des familles allocataires avec enfants à charge entraîneraient une baisse du taux de pauvreté allant de 0,2 points au minimum, pour la suppression du complément familial ou de l'allocation de base de la PAJE de la base ressource du RSA, à 2,4 points au maximum pour l'exclusion de l'ensemble des prestations familiales. Paradoxalement, alors qu'elle ne réduirait le taux de pauvreté que de 0,6 points, c'est l'augmentation du poids de enfants dans le barème du RSA qui aurait l'impact le plus fort sur l'intensité de la pauvreté, avec une baisse de 1,4 points contre 1,2 point pour l'exclusion de l'ensemble des prestations familiales. Cela s'explique par le fait que l'exclusion des PF de la base ressource n'entraîne pour de nombreuses familles qui restent pauvres, qu'une substitution entre PF et RSA socle tandis que l'augmentation du poids des enfants améliore le montant total de prestation sociale pour l'ensemble des familles.

La suppression du forfait logement réduirait le taux de pauvreté de 0,9 points si elle concernait tous les foyers et de 0,7 points si elle était ciblée sur les foyers avec enfants. Toutefois, dans les deux cas, la baisse de l'intensité de la pauvreté serait de 1,6 point. C'est donc cette mesure qui serait le plus à même de réduire l'intensité de la pauvreté. La division par deux du forfait logement pour les foyers avec enfants aurait un impact limité sur le taux de pauvreté (-0,3 points) mais, en étant ciblée sur les plus bas revenus, réduirait significativement l'intensité de la pauvreté (-0,9%)

L'exclusion des AF de la base ressource du RSA permettrait de réduire de 1,3 points à la fois le taux de pauvreté et son intensité. Ainsi, pour un coût proche du relèvement de 10% du montant forfaitaire, cette mesure, en étant ciblée sur les foyers avec au moins deux enfants à charge, serait plus efficace pour lutter contre la pauvreté.

Tableau 23 : Variations des masses financières selon les scénarios (en milliards d'euros)

| | Masse RSA socle non majoré | Masse RSA socle majoré | Masse RSA activité | Masse totale RSA | Surcoût en milliards d'euros | Surcoût en % |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|------------------------|--------------------|------------------|------------------------------|--------------|
| Situation de référence | 4,7 | 0,7 | 2,4 | 7,8 | 0,0 | 0% |
| Variante 1a : augmentation de 5% du montant forfaitaire | 5,1 | 0,8 | 3,0 | 8,9 | 1,1 | 14% |
| Variante 1b : augmentation de 10% du montant forfaitaire | 5,5 | 0,8 | 3,8 | 10,2 | 2,4 | 31% |
| Variante 2a : augmentation du taux de cumul au même coût que la hausse de 5% du montant forfaitaire (0,66) | 4,7 | 0,7 | 3,4 | 8,8 | 1,1 | 14% |
| Variante 2b : augmentation du taux de cumul au même coût que la hausse de 10% du montant forfaitaire (0,69) | 4,7 | 0,7 | 4,6 | 10,0 | 2,2 | 28% |
| Variante 3a : augmentation de 0,1 du poids des enfants | 5,1 | 0,8 | 3,3 | 9,3 | 1,5 | 19% |
| Variante 3b : suppression des PF de la base ressource | 6,2 | 1,3 | 5,5 | 13,0 | 5,2 | 67% |
| Variante 3c : suppression du CF de la base ressource | 4,8 | 0,7 | 2,6 | 8,1 | 0,4 | 5% |
| Variante 3d : suppression de l'AB de la base ressource | 4,8 | 0,9 | 2,6 | 8,3 | 0,5 | 6% |
| Variante 3e : suppression de l'AB et du CF de la base ressource | 4,9 | 0,9 | 2,8 | 8,6 | 0,9 | 11% |
| Variante 4a : suppression du forfait logement | 5,9 | 0,9 | 3,7 | 10,5 | 2,8 | 36% |
| Variante 4b : suppression du forfait logement pour les foyers avec enfants à charge | 5,4 | 0,9 | 3,4 | 9,7 | 1,9 | 24% |
| Variante 4c : division par deux du forfait logement pour les foyers avec enfants à charge | 5,0 | 0,8 | 2,8 | 8,7 | 0,9 | 11% |

Source : CNAF, Modèle de microsimulation MYRIADE, France métropolitaine, ERFS 2007, législation 2010.

Tableau 24 : Variations d'effectifs des foyers bénéficiaires au quatrième trimestre (en millions)

| | Foyers Bénéficiaires du RSA socle seul (majoré ou non) | Foyers Bénéficiaires du RSA socle (majoré ou non) et activité | Foyers Bénéficiaires du RSA activité seul | Ensemble des foyers bénéficiaires du RSA | Foyers entrants | Foyers bénéficiaires gagnant plus de rSa |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|------------------------------------------|-----------------|------------------------------------------|
| Situation de référence | 1,1 | 0,2 | 1,4 | 2,7 | 0 | 0 |
| Variante 1a : augmentation de 5% du montant forfaitaire | 1,1 | 0,2 | 1,6 | 3,0 | 0,3 | 2,7 |
| Variante 1b : augmentation de 10% du montant forfaitaire | 1,2 | 0,2 | 1,9 | 3,3 | 0,7 | 2,7 |
| Variante 2a : augmentation du taux de cumul au même coût que la hausse de 5% du montant forfaitaire (0,66) | 1,1 | 0,2 | 2,0 | 3,2 | 0,6 | 1,6 |
| Variante 2b : augmentation du taux de cumul au même coût que la hausse de 10% du montant forfaitaire (0,69) | 1,1 | 0,2 | 2,5 | 3,8 | 1,2 | 1,6 |
| Variante 3a : augmentation de 0,1 du poids des enfants | 1,1 | 0,2 | 1,7 | 3,0 | 0,4 | 1,3 |
| Variante 3b : suppression des PF de la base ressource | 1,2 | 0,3 | 2,1 | 3,6 | 0,9 | 0,8 |
| Variante 3c : suppression du CF de la base ressource | 1,1 | 0,2 | 1,5 | 2,8 | 0,1 | 0,1 |
| Variante 3d : suppression de l'AB de la base ressource | 1,1 | 0,2 | 1,5 | 2,8 | 0,1 | 0,2 |
| Variante 3e : suppression de l'AB et du CF de la base ressource | 1,1 | 0,2 | 1,5 | 2,9 | 0,2 | 0,3 |
| Variante 3f : suppression des AF de la base ressource | 1,1 | 0,2 | 1,8 | 3,1 | 0,5 | 0,6 |
| Variante 4a : suppression du forfait logement | 1,2 | 0,2 | 1,7 | 3,2 | 0,5 | 2,2 |
| Variante 4b : suppression du forfait logement pour les foyers avec enfants à charge | 1,1 | 0,2 | 1,6 | 3,0 | 0,3 | 1,1 |
| Variante 4c : division par deux du forfait logement pour les foyers avec enfants à charge | 1,1 | 0,2 | 1,5 | 2,8 | 0,2 | 1,1 |

Source : CNAF, Modèle de microsimulation MYRIADE, France métropolitaine, ERFS 2007, législation 2010.

Tableau 25 : Variation des effectifs de foyers bénéficiaires au quatrième trimestre selon leur configuration familiale

| | Isolé sans enfant | Isolé 1 enfant | Isolé 2 enfants | Isolé 3 enfants ou + | Couple sans enfant | Couple 1 enfant | Couple 2 enfants | Couple 3 enfants ou + |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|----------------|-----------------|----------------------|--------------------|-----------------|------------------|-----------------------|
| Situation de référence (en millions) | 1,06 | 0,36 | 0,17 | 0,10 | 0,25 | 0,27 | 0,27 | 0,18 |
| Variantes (variations en %) | | | | | | | | |
| Variante 1a : augmentation de 5% du montant forfaitaire | 9% | 12% | 8% | 8% | 10% | 16% | 16% | 24% |
| Variante 1b : augmentation de 10% du montant forfaitaire | 20% | 24% | 21% | 13% | 19% | 30% | 38% | 47% |
| Variante 2a : augmentation du taux de cumul au même coût que la hausse de 5% du montant forfaitaire (0,66) | 20% | 20% | 12% | 4% | 21% | 28% | 32% | 24% |
| Variante 2b : augmentation du taux de cumul au même coût que la hausse de 10% du montant forfaitaire (0,69) | 41% | 37% | 24% | 7% | 42% | 58% | 67% | 48% |
| Variante 3a : augmentation de 0,1 du poids des enfants | 0% | 15% | 21% | 17% | 0% | 17% | 36% | 62% |
| Variante 3b : suppression des PF de la base ressource | 0% | 14% | 46% | 61% | 0% | 11% | 93% | 235% |
| Variante 3c : suppression du CF de la base ressource | 0% | 0% | 0% | 14% | 0% | 0% | 0% | 43% |
| Variante 3d : suppression de l'AB de la base ressource | 0% | 4% | 3% | 2% | 0% | 11% | 9% | 13% |
| Variante 3e : suppression de l'AB et du CF de la base ressource | 0% | 4% | 3% | 16% | 0% | 11% | 9% | 56% |
| Variante 3f : suppression des AF de la base ressource | 0% | 0% | 27% | 29% | 0% | 0% | 46% | 147% |
| Variante 4a : suppression du forfait logement | 13% | 24% | 28% | 14% | 14% | 17% | 23% | 47% |
| Variante 4b : suppression du forfait logement pour les foyers avec enfants à charge | 0% | 23% | 28% | 14% | 0% | 16% | 22% | 47% |
| Variante 4c : division par deux du forfait logement pour les foyers avec enfants à charge | 0% | 12% | 12% | 8% | 0% | 9% | 10% | 23% |

Source : CNAF, Modèle de microsimulation MYRIADE, France métropolitaine, ERFS 2007, législation 2010.

Tableau 26 : Les montants moyens de gain mensuel pour l'ensemble des foyers gagnants au quatrième trimestre selon leur configuration familiale (en euros)

| | Isolé sans enfant | Isolé 1 enfant | Isolé 2 enfants | Isolé 3 enfants ou + | Couple sans enfant | Couple 1 enfant | Couple 2 enfants | Couple 3 enfants ou + | Ens. |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|----------------|-----------------|----------------------|--------------------|-----------------|------------------|-----------------------|------------|
| Situation de référence (montant moyen de RSA perçu en euros) | 229 | 255 | 288 | 299 | 226 | 239 | 225 | 268 | 242 |
| Variantes (variations en euros mensuels) | | | | | | | | | |
| Variante 1a : augmentation de 5% du montant forfaitaire | 20 | 30 | 38 | 52 | 31 | 36 | 42 | 52 | 31 |
| Variante 1b : augmentation de 10% du montant forfaitaire | 39 | 57 | 69 | 99 | 60 | 69 | 77 | 96 | 59 |
| Variante 2a : augmentation du taux de cumul au même coût que la hausse de 5% du montant forfaitaire (0,66) | 29 | 39 | 36 | 35 | 42 | 49 | 52 | 44 | 39 |
| Variante 2b : augmentation du taux de cumul au même coût que la hausse de 10% du montant forfaitaire (0,69) | 47 | 67 | 62 | 59 | 70 | 81 | 84 | 73 | 65 |
| Variante 3a : augmentation de 0,1 du poids des enfants | | 38 | 71 | 131 | | 41 | 74 | 125 | 72 |
| Variante 3b : suppression des PF de la base ressource | | 117 | 181 | 465 | | 139 | 162 | 349 | 251 |
| Variante 3c : suppression du CF de la base ressource | | | | 148 | | | | 126 | 132 |
| Variante 3d : suppression de l'AB de la base ressource | | 162 | 170 | 191 | | 139 | 145 | 136 | 152 |
| Variante 3e : suppression de l'AB et du CF de la base ressource | | 162 | 170 | 160 | | 139 | 145 | 128 | 142 |
| Variante 3f : suppression des AF de la base ressource | | | 110 | 296 | | | 101 | 235 | 178 |
| Variante 4a : suppression du forfait logement | 51 | 96 | 117 | 132 | 84 | 108 | 108 | 107 | 84 |
| Variante 4b : suppression du forfait logement pour les foyers avec enfants à charge | | 97 | 117 | 132 | | 108 | 108 | 107 | 108 |
| Variante 4c : division par deux du forfait logement pour les foyers avec enfants à charge | | 51 | 64 | 68 | | 57 | 57 | 58 | 57 |

Source : CNAF, Modèle de microsimulation MYRIADE, France métropolitaine, ERFS 2007, législation 2010.

Tableau 27 : Les montants moyens de gain mensuel pour les foyers initialement bénéficiaires au quatrième trimestre gagnants selon leur configuration familiale (en euros)

| | Isolé sans enfant | Isolé 1 enfant | Isolé 2 enfants | Isolé 3 enfants ou + | Couple sans enfant | Couple 1 enfant | Couple 2 enfants | Couple 3 enfants ou + | Ens. |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|----------------|-----------------|----------------------|--------------------|-----------------|------------------|-----------------------|------------|
| Situation de référence (montant moyen de RSA perçu en euros) | 229 | 255 | 288 | 299 | 226 | 239 | 225 | 268 | 242 |
| Variantes (variations en euros mensuels) | | | | | | | | | |
| Variante 1a : augmentation de 5% du montant forfaitaire | 21 | 30 | 39 | 54 | 32 | 38 | 45 | 57 | 32 |
| Variante 1b : augmentation de 10% du montant forfaitaire | 41 | 62 | 76 | 105 | 64 | 76 | 89 | 114 | 64 |
| Variante 2a : augmentation du taux de cumul au même coût que la hausse de 5% du montant forfaitaire (0,66) | 29 | 41 | 38 | 36 | 44 | 52 | 56 | 46 | 42 |
| Variante 2b : augmentation du taux de cumul au même coût que la hausse de 10% du montant forfaitaire (0,69) | 52 | 72 | 66 | 62 | 77 | 91 | 98 | 81 | 73 |
| Variante 3a : augmentation de 0,1 du poids des enfants | | 40 | 77 | 141 | | 43 | 85 | 154 | 77 |
| Variante 3b : suppression des PF de la base ressource | | 134 | 211 | 578 | | 174 | 178 | 485 | 287 |
| Variante 3c : suppression du CF de la base ressource | | | | 163 | | | | 162 | 162 |
| Variante 3d : suppression de l'AB de la base ressource | | 188 | 190 | 195 | | 179 | 184 | 182 | 186 |
| Variante 3e : suppression de l'AB et du CF de la base ressource | | 188 | 190 | 173 | | 179 | 184 | 166 | 175 |
| Variante 3f : suppression des AF de la base ressource | | | 125 | 330 | | | 125 | 334 | 213 |
| Variante 4a : suppression du forfait logement | 54 | 105 | 133 | 139 | 93 | 118 | 121 | 127 | 90 |
| Variante 4b : suppression du forfait logement pour les foyers avec enfants à charge | | 106 | 134 | 139 | | 117 | 121 | 127 | 120 |
| Variante 4c : division par deux du forfait logement pour les foyers avec enfants à charge | | 53 | 67 | 71 | | 59 | 61 | 63 | 60 |

Source : CNAF, Modèle de microsimulation MYRIADE, France métropolitaine, ERFS 2007, législation 2010.

Tableau 28 : Les montants moyens de gain mensuel pour les foyers entrants au quatrième trimestre selon leur configuration familiale (en euros)

| | Isolé sans enfant | Isolé 1 enfant | Isolé 2 enfants | Isolé 3 enfants ou + | Couple sans enfant | Couple 1 enfant | Couple 2 enfants | Couple 3 enfants ou + | Ens. |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|----------------|-----------------|----------------------|--------------------|-----------------|------------------|-----------------------|------------|
| Situation de référence (montant moyen de RSA perçu en euros) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Variantes (variations en euros mensuels) | | | | | | | | | |
| Variante 1a : augmentation de 5% du montant forfaitaire | 18 | 23 | 27 | 29 | 21 | 25 | 29 | 30 | 24 |
| Variante 1b : augmentation de 10% du montant forfaitaire | 27 | 38 | 37 | 58 | 40 | 46 | 49 | 59 | 40 |
| Variante 2a : augmentation du taux de cumul au même coût que la hausse de 5% du montant forfaitaire (0,66) | 27 | 34 | 32 | 31 | 34 | 43 | 41 | 37 | 34 |
| Variante 2b : augmentation du taux de cumul au même coût que la hausse de 10% du montant forfaitaire (0,69) | 42 | 58 | 56 | 48 | 58 | 67 | 68 | 62 | 55 |
| Variante 3a : augmentation de 0,1 du poids des enfants | | 28 | 42 | 77 | | 28 | 45 | 80 | 53 |
| Variante 3b : suppression des PF de la base ressource | | 73 | 127 | 295 | | 92 | 149 | 296 | 220 |
| Variante 3c : suppression du CF de la base ressource | | | | 97 | | | | 84 | 86 |
| Variante 3d : suppression de l'AB de la base ressource | | 91 | 79 | 152 | | 90 | 105 | 90 | 95 |
| Variante 3e : suppression de l'AB et du CF de la base ressource | | 91 | 79 | 105 | | 90 | 105 | 86 | 91 |
| Variante 3f : suppression des AF de la base ressource | | | 66 | 190 | | | 61 | 174 | 134 |
| Variante 4a : suppression du forfait logement | 32 | 59 | 65 | 84 | 47 | 70 | 68 | 69 | 56 |
| Variante 4b : suppression du forfait logement pour les foyers avec enfants à charge | | 60 | 65 | 84 | | 73 | 67 | 69 | 67 |
| Variante 4c : division par deux du forfait logement pour les foyers avec enfants à charge | | 32 | 41 | 41 | | 42 | 35 | 38 | 37 |

Source : CNAF, Modèle de microsimulation MYRIADE, France métropolitaine, ERFS 2007, législation 2010.

Tableau 29 : Masses financières annuelles de RSA par configuration familiale (en milliards d'euros)

| | Isolé sans enfant | Isolé 1 enfant | Isolé 2 enfants | Isolé 3 enfants ou + | Couple sans enfant | Couple 1 enfant | Couple 2 enfants | Couple 3 enfants ou + | Ensemble |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|----------------|-----------------|----------------------|--------------------|-----------------|------------------|-----------------------|----------|
| Situation de référence | 3,0 | 1,1 | 0,6 | 0,4 | 0,7 | 0,8 | 0,7 | 0,6 | 7,8 |
| Variante 1a : augmentation de 5% du montant forfaitaire | 3,2 | 1,3 | 0,7 | 0,4 | 0,8 | 0,9 | 0,9 | 0,7 | 8,9 |
| Variante 1b : augmentation de 10% du montant forfaitaire | 3,6 | 1,5 | 0,8 | 0,5 | 0,9 | 1,1 | 1,1 | 0,9 | 10,2 |
| Variante 2a : augmentation du taux de cumul au même coût que la hausse de 5% du montant forfaitaire (0,66) | 3,2 | 1,3 | 0,6 | 0,4 | 0,8 | 1,0 | 0,9 | 0,7 | 8,8 |
| Variante 2b : augmentation du taux de cumul au même coût que la hausse de 10% du montant forfaitaire (0,69) | 3,5 | 1,4 | 0,7 | 0,4 | 0,9 | 1,2 | 1,1 | 0,8 | 10,0 |
| Variante 3a : augmentation de 0,1 du poids des enfants | 3,0 | 1,3 | 0,8 | 0,5 | 0,7 | 0,9 | 1,0 | 1,0 | 9,3 |
| Variante 3b : suppression des PF de la base ressource | 3,0 | 1,4 | 1,1 | 1,2 | 0,7 | 0,9 | 1,6 | 3,1 | 13,0 |
| Variante 3c : suppression du CF de la base ressource | 3,0 | 1,1 | 0,6 | 0,5 | 0,7 | 0,8 | 0,7 | 0,8 | 8,1 |
| Variante 3d : suppression de l'AB de la base ressource | 3,0 | 1,2 | 0,6 | 0,4 | 0,7 | 0,9 | 0,8 | 0,7 | 8,3 |
| Variante 3e : suppression de l'AB et du CF de la base ressource | 3,0 | 1,2 | 0,6 | 0,5 | 0,7 | 0,9 | 0,8 | 0,9 | 8,6 |
| Variante 3f : suppression des AF de la base ressource | 3,0 | 1,1 | 0,8 | 0,8 | 0,7 | 0,8 | 1,1 | 1,8 | 10,1 |
| Variante 4a : suppression du forfait logement | 3,6 | 1,6 | 0,9 | 0,5 | 0,9 | 1,1 | 1,0 | 0,9 | 10,5 |
| Variante 4b : suppression du forfait logement pour les foyers avec enfants à charge | 3,0 | 1,6 | 0,9 | 0,5 | 0,7 | 1,1 | 1,0 | 0,9 | 9,7 |
| Variante 4c : division par deux du forfait logement pour les foyers avec enfants à charge | 3,0 | 1,4 | 0,7 | 0,4 | 0,7 | 0,9 | 0,9 | 0,7 | 8,7 |

Source : CNAF, Modèle de microsimulation MYRIADE, France métropolitaine, ERFS 2007, législation 2010.

Tableau 30 : taux de pauvreté et intensité de la pauvreté selon les scénarios

| | Taux de pauvreté | Intensité de la pauvreté | Pour mémoire Surcoût en milliards d'euros |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------------|----------------------------------------------|
| Situation de référence | 12,2% | 15,7% | - |
| Variante 1a : augmentation de 5% du montant forfaitaire | 11,9% | 15,1% | 1,1 |
| Variante 1b : augmentation de 10% du montant forfaitaire | 11,4% | 14,8% | 2,4 |
| Variante 2a : augmentation du taux de cumul au même coût que la hausse de 5% du montant forfaitaire (0,66) | 11,8% | 16,0% | 1,1 |
| Variante 2b : augmentation du taux de cumul au même coût que la hausse de 10% du montant forfaitaire (0,69) | 11,5% | 16,1% | 2,2 |
| Variante 3a : augmentation de 0,1 du poids des enfants | 11,6% | 14,3% | 1,5 |
| Variante 3b : suppression des PF de la base ressource | 9,8% | 14,5% | 5,2 |
| Variante 3c : suppression du CF de la base ressource | 12,0% | 15,4% | 0,4 |
| Variante 3d : suppression de l'AB de la base ressource | 12,0% | 15,2% | 0,5 |
| Variante 3e : suppression de l'AB et du CF de la base ressource | 11,8% | 14,9% | 0,9 |
| Variante 4a : suppression du forfait logement | 11,3% | 14,1% | 2,8 |
| Variante 4b : suppression du forfait logement pour les foyers avec enfants à charge | 11,5% | 14,1% | 1,9 |
| Variante 4c : division par deux du forfait logement pour les foyers avec enfants à charge | 11,9% | 14,8% | 0,9 |
| Variante 5 : Suppression des AF de la base ressource | 10,9% | 14,4% | 2,3 |

Source : CNAF, Modèle de microsimulation MYRIADE, France métropolitaine, ERFS 2007, législation 2010.

X – VARIANTES D'INDEXATION DES PRESTATIONS

On présente ici deux variantes d'indexation des prestations, sur les salaires d'une part, et sur un indice mixte prix / salaires / croissance d'autre part.

Ces variantes portent sur la période 2011-2025, et le scénario central est celui retenu pour les Projections de la situation financière de la branche famille à l'horizon 2025 effectuées par le HCF. Plus précisément, les variantes d'indexation portent sur la BMAF et les plafonds de ressources, et pour les aides au logement, sur les loyers plafond, les forfaits de charges et le paramètre ressources.

Compte tenu des retards intervenant dans la détermination des paramètres, la BMAF est modifiée en variante à partir de 2011, les loyers plafond et les forfaits de charge à partir de 2012, et les plafonds de ressources des prestations ainsi que le paramètre ressources des aides au logement, à partir de 2013.

Le scénario mixte est élaboré en retenant un poids d'un tiers pour chacune des trois composantes de l'indice (prix, salaires et croissance).

Pour le CMG, on suppose que seuls les remboursements de salaire sont impactés en variante, et pas la prise en charge des cotisations.

Au total, la masse des dépenses de la branche famille (y compris les dépenses d'aide au logement⁷) seraient supérieures de 35% à l'horizon 2025 dans le scénario avec indexation sur les salaires, et de 25% dans le scénario mixte.

⁷ Pour l'APL, on ne comptabilise que la part financée par la branche famille.

Le tableau 31 fournit les résultats de ces variantes, et de variantes dans lesquelles les valeurs de certains paramètres seulement sont modifiées : pour les prestations familiales, leur montant d'une part, et le niveau des plafonds applicables au complément familial, à l'allocation de rentrée scolaire, à l'allocation de base et à la prime de naissance de la PAJE d'autre part ; pour les aides au logement, les loyers plafond (LP) et forfaits de charge (FC) d'une part, et le paramètre ressources (PR) d'autre part. Les montants sont exprimés en euros constants de 2010.

Tableau 31 : Impact financier de scénarios d'indexations alternatives des paramètres des prestations familiales et de logement

| | | 2010 | 2015 | 2020 | 2025 |
|-----------------------------------------|------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Scénario central | | 38 445 | 39 002 | 39 215 | 39 460 |
| Variante indexation salaires | Ecart en niveau | 0 | 4 044 | 8 881 | 13 931 |
| | Ecart en % | 0% | 10% | 23% | 35% |
| Variante indexation salaires (montants) | Ecart en niveau | 0 | 2 667 | 5 315 | 7 934 |
| | Ecart en % | 0% | 7% | 14% | 20% |
| Variante indexation salaires (plafonds) | Ecart en niveau | 0 | 283 | 728 | 1 118 |
| | Ecart en % | 0% | 1% | 2% | 3% |
| Variante indexation salaires (LP et FC) | Ecart en niveau | 0 | 812 | 1 905 | 3 100 |
| | Ecart en % | 0% | 2% | 5% | 8% |
| Variante indexation salaires (PR) | Ecart en niveau | 0 | 241 | 659 | 1 087 |
| | Ecart en % | 0% | 1% | 2% | 3% |
| Variante indexation mixte | Ecart en niveau | 0 | 3 131 | 6 525 | 9 893 |
| | Ecart en % | 0% | 8% | 17% | 25% |
| Variante indexation mixte (montants) | Ecart en niveau | 0 | 2 064 | 3 925 | 5 688 |
| | Ecart en % | 0% | 5% | 10% | 14% |
| Variante indexation mixte (plafonds) | Ecart en niveau | 0 | 223 | 552 | 828 |
| | Ecart en % | 0% | 1% | 1% | 2% |
| Variante indexation mixte (LP et FC) | Ecart en niveau | 0 | 629 | 1 402 | 2 214 |
| | Ecart en % | 0% | 2% | 4% | 6% |
| Variante indexation mixte (PR) | Ecart en niveau | 0 | 189 | 496 | 800 |
| | Ecart en % | 0% | 0% | 1% | 2% |

Le tableau 32 précise le taux de croissance des paramètres, dans le scénario central et dans les variantes.

Tableau 32 : Paramètres retenus pour les différents scénarios d'indexations des prestations familiales et de logement

| | | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|-------------------|------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Scénario central | BMAF | 0,0% | 1,2% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% |
| | Plafonds | 2,8% | 0,1% | 1,2% | 1,5% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% |
| | Loyers plafond et forfaits charges | 0,3% | 1,2% | 1,5% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% |
| | Paramètre ressources | 1,7% | 1,3% | 1,4% | 1,5% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% |
| Variante salaires | BMAF | 0,0% | 3,2% | 3,7% | 3,7% | 3,7% | 3,6% | 3,6% | 3,6% | 3,6% | 3,6% | 3,5% | 3,5% | 3,5% | 3,5% | 3,5% | 3,3% |
| | Plafonds | 2,8% | 0,1% | 1,2% | 3,2% | 3,7% | 3,7% | 3,7% | 3,6% | 3,6% | 3,6% | 3,6% | 3,6% | 3,5% | 3,5% | 3,5% | 3,5% |
| | Loyers plafond et forfaits charges | 0,3% | 1,2% | 3,2% | 3,7% | 3,7% | 3,7% | 3,6% | 3,6% | 3,6% | 3,6% | 3,6% | 3,5% | 3,5% | 3,5% | 3,5% | 3,5% |
| | Paramètre ressources | 1,7% | 1,3% | 1,4% | 3,2% | 3,7% | 3,7% | 3,7% | 3,6% | 3,6% | 3,6% | 3,6% | 3,6% | 3,5% | 3,5% | 3,5% | 3,5% |
| Variante mixte | BMAF | 0,0% | 2,9% | 3,3% | 3,3% | 3,3% | 3,1% | 3,1% | 3,1% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | 2,9% | 2,8% |
| | Plafonds | 2,8% | 0,1% | 1,2% | 2,9% | 3,3% | 3,3% | 3,3% | 3,1% | 3,1% | 3,1% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | 3,0% |
| | Loyers plafond et forfaits charges | 0,3% | 1,2% | 2,9% | 3,3% | 3,3% | 3,3% | 3,1% | 3,1% | 3,1% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | 2,9% |
| | Paramètre ressources | 1,7% | 1,3% | 1,4% | 2,9% | 3,3% | 3,3% | 3,3% | 3,1% | 3,1% | 3,1% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | 3,0% |